

## CONTRE UN GOUVERNEMENT AUTORITAIRE ET IRRESPONSABLE



# PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN

### Dossier

**LE TRAVAIL À  
L'ÈRE DU COVID**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Police partout,  
images nulle part?

Page 2

### PREMIER PLAN

Covid-19. Leur austérité  
à l'hôpital, nos morts

Page 2



### ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Les élections au  
milieu de la tourmente

Page 4

### HISTOIRE

Chili 1970-1973. De l'Unité  
populaire au putsch de Pinochet

Page 10



édito

Par MANU BICHINDARITZ

## Police partout, images nulle part ?

Lundi matin, lors d'une interview où le flic en chef a pu dérouler sans trop de contradictions toute sa panoplie d'arguments réactionnaires, Darmanin a sorti de son chapeau une nouvelle mesure : il sera bientôt interdit de diffuser des images ou des vidéos des forces de l'ordre si leur visage n'est pas flouté. Quand on sait que beaucoup de policiers se dispensent de laisser visible leur numéro d'identification obligatoire (RIO) sans que cela ne préoccupe leur hiérarchie, voilà qui en dit long sur l'impunité dont bénéficient les représentants des dites « forces de l'ordre »... Cette disposition fait partie de la nouvelle loi sécuritaire actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, la « loi relative à la sécurité globale » portée par le député Jean-Michel Fauvergue... ex-patron du RAID ! Ainsi, l'article 24 prévoit un an de prison et 45 000 euros d'amende en cas de diffusion, « par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support », de « l'image du visage ou tout autre élément d'identification » d'un policier ou d'un gendarme, quand il est en fonction... Une disposition qui se situe dans la suite d'une proposition de loi déposée en début d'année par le très réactionnaire député Éric Ciotti, une promesse faite le 10 septembre dernier lors d'un congrès de l'UNSA Police et que Darmanin a particulièrement à cœur de vite honorer... Car dans l'ordre macroniste – qui vise à assurer la bonne santé de la machine à profit au détriment de la santé publique comme on le voit dans cette deuxième vague pandémique – la police occupe une place centrale dans la limitation des libertés et l'encadrement de nos droits dans un sens toujours plus restrictif. Ces derniers jours, avec la mise en place du deuxième « confinement », ce couvre-feu étendu, le contrôle social et la coercition généralisée peuvent s'illustrer dans les chiffres fièrement annoncés par Darmanin lors de cette même interview : en trois jours, plus de 100 000 contrôles effectués et 5 000 verbalisations pour non-respect du confinement... Et ce mardi matin, au lendemain d'une rentrée où est apparue la colère de beaucoup d'enseignantEs et d'élèves contre un pouvoir qui ne se soucie en rien de leur sécurité sanitaire, c'est aux portes de plusieurs lycées parisiens, gazeuses et tonfas à la main, que l'on a vu la police mettre violemment fin aux blocages organisés par des lycéenEs qui refusent un protocole sanitaire réduit comme peau de chagrin et des salles de classe bondées, avec au passage le gazage de plusieurs des journalistes présents. Avec ou sans image, le maintien de l'ordre capitaliste, ce n'est malheureusement pas du cinéma...

## BIEN DIT

*J'en veux mortellement à ce certificat d'études primaires qui exagère encore ce vice secret des programmes. Quel système déplorable nous avons en France avec ces examens à tous les degrés qui suppriment l'initiative du maître et aussi la bonne foi de l'enseignement, en sacrifiant la réalité à l'apparence !*

JEAN JAURÈS, *Lettre aux instituteurs et institutrices* (1888), passage expurgé par le ministère de l'Éducation nationale.

# À la Une

CONTRE UN GOUVERNEMENT AUTORITAIRE ET IRRESPONSABLE

## Ne pas les laisser confiner nos colères Prendre nos affaires en main

Face à un pouvoir qui joue avec nos vies pour sauver les profits, l'heure est à se faire entendre.

À l'heure où ces lignes sont écrites, il est toujours possible d'acheter du déodorant dans un supermarché, mais pas du maquillage. Mardi 3 novembre, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal annonçait un renforcement des dispositifs de couvre-feu, avant d'être démenti quelques heures plus tard par le chef du même gouvernement. Les personnels des hôpitaux, épuisés, tirent la sonnette d'alarme, mais le Premier ministre explique doctement que « le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade ». La confusion est totale, l'irrationalité sanitaire des décisions gouvernementales est, plus que jamais, mise à nu, et les colères, jusqu'alors souvent contenues, explosent, entre autres dans l'éducation nationale.

### Métro-boulot-dodo ?

Alors que les chiffres de la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 sont des plus alarmants, il apparaît en effet de plus en plus évident, et de plus en plus largement, que les décisions du gouvernement ne sont en aucun cas motivées par les impératifs de santé publique et par la protection des vies, de nos vies. Les conditions du deuxième « confinement », à l'œuvre depuis le 30 octobre, sont ainsi des plus rocambolesques : défense d'aller prendre un verre dans un bar... mais obligation d'aller enseigner dans des classes surchargées ; interdiction d'organiser un repas avec des amiEs... mais l'atelier confiné avec 25 collègues, ça continue ; le cinéma, c'est fini... mais on pourra continuer à s'entasser dans des métros et des bus bondés. Évidemment, pour contenir l'épidémie, la réduction des interactions sociales et la promotion des gestes barrières sont nécessaires. Mais comment croire une seule seconde que le couvre-feu étendu que constitue le deuxième « confinement », sur le modèle métro-boulot-dodo, est une réponse adéquate face à la nouvelle

flambée de Covid ? Les recettes de Macron et compagnie sont une fois de plus marquées du sceau du néolibéralisme autoritaire : le pouvoir joue avec le feu, et donc avec nos vies, obsédé qu'il est par la menace d'une « paralysie » de l'économie et déterminé à nier les évidences, quitte à se contredire lui-même en permanence.

### Le pouvoir ment

Le gouvernement porte une immense part de responsabilité dans le redéveloppement de l'épidémie, et ce ne sont pas les mensonges au sujet d'une deuxième vague « largement inattendue » (Gabriel Attal, encore lui) qui occulteront cette responsabilité. Dès le mois de juin, de nombreuses voix se faisaient entendre pour prévenir du risque d'une deuxième vague. Le président du conseil scientifique lui-même, Jean-François Delfray, peu suspect d'hostilité au gouvernement, alertait ainsi les autorités, le 18 juin, sur le risque d'une « vraie deuxième vague à l'automne ». Quelques jours plus tard, le 22 juin, le Conseil scientifique écrivait : « Une intensification de la circulation du SARS-CoV-2 dans l'hémisphère nord à une échéance plus ou moins lointaine (quelques mois, et notamment à l'approche de l'hiver) est extrêmement probable ». Et ce ne sont que les exemples les plus institutionnels... Qu'a fait le gouvernement ? Rien, ou presque. Aucune politique sérieuse concernant les tests : ni embauches, ni commande de machines, ni mise en place de tests rapides, ni réel traçage. Aucune politique de distribution gratuite des équipements de protection (masques notamment), ni de prévention. Aucune politique d'embauches massives à l'hôpital, de réouvertures de lits et de services, malgré les demandes continues des personnels. La liste n'est pas exhaustive. Et pendant ce temps-là, des dizaines de milliards d'euros étaient injectés dans les caisses du patronat, sans contrôle ni contreparties.

### « Vous ne ferez pas taire notre colère ! »

Nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui refusent aujourd'hui de consentir docilement au confinement/couvre-feu imposé par les mêmes qui n'ont rien fait pour freiner réellement la deuxième vague. A fortiori dans la mesure où les décisions tombent d'en haut, sans aucune concertation, sans aucun processus d'association de la population, avec pour conséquence des mesures souvent aberrantes et/ou inapplicables, et des dispositifs toujours plus liberticides pour faire respecter lesdites décisions, à coups de verbalisations, voire de matraque. Alors quand, de surcroît, le gouvernement franchit de nouveaux caps en tentant par exemple d'exploiter honteusement, lors de la rentrée scolaire, l'assassinat de Samuel Paty, la colère explose.

À l'image de ces enseignantEs et de ces lycéenEs qui se mobilisent pour faire entendre leur ras-le-bol, nous ne devons pas laisser le gouvernement confiner nos colères. Hors de question

de rejouer la partition du confinement du printemps, avec la pression à l'unité nationale face à la maladie et la seule perspective de se mobiliser « après ». Nous devons le dire haut et fort : pour lutter efficacement contre le Covid, il ne suffit pas d'adopter les – nécessaires – comportements individuels et collectifs responsables, mais il faut lutter, ici et maintenant, contre un gouvernement et ses politiques qui font primer les profits sur la vie. À l'instar de ce qui se passe dans diverses entreprises et dans l'éducation nationale, où les salariéEs affirment qu'ils et elles sont les mieux placés pour savoir ce qui est essentiel et comment réorganiser le travail. À l'instar aussi des initiatives locales qui se développent, comme à Toulouse, avec une manifestation unitaire, regroupant personnels hospitaliers, associations, syndicats et partis politiques, appelée le 7 novembre pour exiger des moyens pour la santé et la fin des mesures liberticides : « Vous ne ferez pas taire notre colère ! »

Julien Salingue

## NOUVELLE ATTESTATION DE DÉPLACEMENT



COVID-19

## Leur austérité à l'hôpital, nos morts

17450 nouvelles hospitalisations Covid au cours de la semaine écoulée, en hausse de 62% par rapport à la semaine précédente, dont 2 605 entrées en réanimation. La deuxième vague est brutale, massive sur tout le territoire. Plus brutale que la première, si l'on tient compte du fait que masques, distanciation et couvre-feu sont aujourd'hui la norme, ce qui n'était pas le cas au printemps.

Grâce au personnel des hôpitaux, la première vague a pu être franchie, au prix de 32 000 morts directs et d'un confinement de 55 jours payés au prix fort, notamment par l'abandon des autres pathologies. La situation est aujourd'hui bien différente, mais en pire. L'été n'a pas été mis à profit pour embaucher et ouvrir des lits. Les mesures ont été trop tardives, plus dictées par la volonté de maintenir la chaîne des profits que par un véritable souci de santé publique.

### Personnels écoeürés et démotivés

Depuis 20 ans, ce sont plusieurs dizaines de milliers de lits qui ont été supprimés, 8 000 sur les deux dernières années. Mais pour Macron, « ce n'est pas une question de moyens, mais d'organisation ». Olivier Véran promet de son côté 12 000 lits de réanimation. Le président du Conseil national professionnel d'anesthésie-réanimation lui répond vertement : « Où il a vu ces lits ? Avant le Covid, 10% de nos 5 000 lits de réanimation étaient fermés, faute de personnel. On estime aujourd'hui

ce taux entre 15 et 20%. On est dans un jeu de poker menteur. » Alors qu'en Espagne par exemple, de véritables hôpitaux sont créés en urgence pour accueillir les milliers de malades qui vont nécessiter une oxygénothérapie, non seulement Macron et Véran n'ont pas créé de lits, mais les projets de fermeture ont continué pendant l'été. 300 lits à Caen, 80 à l'HP de Sotteville-lès-Rouen... Les personnels sont donc non seulement fatigués, mais ils sont aussi démotivés. Les applaudissements ne se sont pas transformés en ouverture

de lits. Écoeürés car aucune campagne massive de tests n'a été réalisée dans les hôpitaux, pour une raison très simple que nous connaissons toutes : cela aurait encore réduit le personnel. Au point qu'aux Hospices civils de Lyon, la direction avoue dans ses circulaires qu'il faut faire travailler les personnels covid + qui ne présentent que des symptômes légers... Alors beaucoup sont partis de l'hôpital, notamment les plus formés et donc les plus épuisés. Partout des postes infirmiers sont vacants. Rappel des vacances, jours de congés annulés,

# Un monde à changer

**À L'UNIVERSITÉ DE KABOUL, ON TUE DES MUSULMAN-E-S.** Au milieu des annonces désordonnées du gouvernement sur la Covid-19 et de l'indignation justifiée suscitée par l'attentat de Vienne, un nouveau meurtre de masse est passé à peu près inaperçu.

Trois assaillants lourdement armés ont pénétré lundi 2 novembre en fin de matinée à l'université de Kaboul et ont, selon un bilan provisoire, tué froidement au moins une vingtaine d'étudiantEs et de professeurEs et fait autant de blessés dont certains sont dans un état critique. Ils ont tiré dans les salles de cours et pris des otages. « Chaque étudiant cherchait à sauver sa peau et nous n'avions rien d'autre en tête », a indiqué un étudiant à l'agence Reuters. S'en sont suivies plusieurs heures de tirs entre les « forces de l'ordre » afghanes (appuyées par des commandos US) et les assaillants. L'attaque a été revendiquée par le groupe Émirat du Khorasan, considéré comme la branche de l'État islamique en Afghanistan. Ce n'est pas le premier fait d'arme de ce groupe qui a revendiqué fin octobre un attentat contre un centre éducatif (30 morts). Et en mai, une maternité située dans un quartier pauvre de Kaboul a été attaquée par un commando : 24 mères, sages-femmes et bébés ont été alors tués. Ce dernier attentat comme le précédent visait des chiïtes (et n'a pas été revendiqué par le groupe Khorasan).

En 1997, le penseur réactionnaire américain Samuel Huntington publiait un livre intitulé *Le Choc des civilisations* qui prétend décrire le monde après la fin de l'URSS comme le terrain de l'affrontement entre des civilisations. Il met notamment en cause la « civilisation musulmane », et sa thèse a été une des justifications idéologiques de la « guerre contre le terrorisme » déclenchée par les États-Unis. Selon Huntington, les conflits, les guerres, renvoient à des facteurs largement religieux, ce qui évidemment néglige les intérêts économiques et politiques, et globalement l'impérialisme. Dans le monde dit musulman, les impérialistes se sont acharnés, au 20<sup>e</sup> siècle, à détruire les forces progressistes, organisant par exemple en 1953 un coup d'État en Iran contre un gouvernement voulant nationaliser le pétrole. Le colonialisme et l'impérialisme ont en retour fabriqué, chez les peuples dominés, des « huntigtoniens » qui découpent le monde selon leurs fantasmes, se parent d'oripeaux religieux et ne s'attaquent pas en premier lieu aux responsables de la situation : les impérialistes et leurs serveurs locaux, les grands propriétaires fonciers, etc. Et au Pakistan, en Afghanistan, leurs premières victimes en nombre sont ceux qui sont qualifiés de « mauvais musulmans » par les fondamentalistes. D'où les morts de Kaboul et d'ailleurs. Pour mettre fin à cette spirale infernale, il n'y a pas d'autres voies que de « changer le monde », bien loin des discours « anti-séparatistes ».

## COVID-19 Reconfinement et logique capitaliste

Deux idées hantent certains esprits dans la gauche radicale. La première est que les nouvelles mesures de confinement prises par Macron et ses sbires répondraient à des objectifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec la pandémie qui, par ailleurs, serait surestimée par les scientifiques au service du pouvoir. La deuxième est que finalement, les capitalistes, du moins certains d'entre eux, seraient favorables au confinement.

Sur le premier point, les chiffres sont clairs : la pandémie est en passe de submerger le système hospitalier et, en temps de paix, aucun gouvernement bourgeois (Trump constitue à sa façon une exception) ne peut apparaître comme laissant ouvertement mourir ses ressortissantEs (même si chaque année meurent des centaines de SDF et de malades ou d'accidentés du travail, décès qui auraient pu être évités).

### Avantages collatéraux

Certes, les choses seraient différentes si des années de politique néolibérales n'avaient pas systématiquement détruit des lits à l'hôpital. Certes aussi, le confinement a des avantages collatéraux pour la bourgeoisie : il impose des contraintes supplémentaires aux travailleurEs tandis que le climat de crainte les isole les unEs des autres et rend plus difficile grèves et manifestations. Il permet aussi de justifier des contrôles permanents. Mais, fondamentalement, Macron et les représentants du capital (Medef et autres organisations patronales)



ne voulaient pas d'un nouveau confinement et s'efforcent depuis plusieurs mois d'atténuer les protocoles sanitaires dans les entreprises. Il en est de même des homologues étrangers des dirigeants français. Car un confinement strict signifie que la machine à exploiter les travailleurEs et à accaparer la plus-value est globalement en panne. C'est ce qui débouche sur la crise économique tout à fait particulière que nous connaissons<sup>1</sup>. On lit parfois que les capitalistes ne seraient pas opposés au confinement car ils (ou tout au moins certains d'entre eux) seraient gagnants. Certains (Amazon et consorts) vont effectivement à nouveau en profiter et le fait qu'Airbus et Boeing plongent n'est pas leur

souci prioritaire. Il faut en fait comprendre, que comme l'a analysé Marx, le fonctionnement de cette économie repose sur la concurrence entre les « capitaux nombreux ». À tout instant, dans cette lutte entre requins, il y a des perdants et des gagnants et la pandémie ne fait pas exception. Mais, globalement, le confinement, comme cela a été écrit plus haut, est un facteur de crise.

### « Irrationalité globale »

Un des arguments avancés à l'appui de cette thèse du « complot capitaliste » est qu'entre mai et octobre, il n'y a eu en France aucune création de capacités hospitalières. Ici intervient une deuxième caractéristique de ce système qui, comme l'écrivait Ernest Mandel, combine « rationalité partielle » et « irrationalité globale ». Une première rationalité partielle conduit à considérer les crédits de la santé comme des coûts à réduire au nom de l'équilibre budgétaire et de l'envolée de la dette publique, indépendamment des conséquences que cela peut avoir sur les patientEs et les soignantEs. Ceci alors qu'on réduit, au nom d'une autre rationalité partielle,

les impôts sur les sociétés et les grandes fortunes. Une troisième rationalité partielle conduit à fabriquer de plus en plus de SUV et à négliger ou à renvoyer à plus tard les conséquences du dérèglement climatique. La combinaison de ces rationalités partielles conduit à une irrationalité globale : celle d'un système économique marqué par des inégalités croissantes et la perspective d'une catastrophe climatique.

Derrière ce nouveau confinement, il n'y a pas de « complot », ni de l'État ni de certains capitalistes, mais des caractéristiques fondamentales de ce système auxquelles seuls mettront fin son renversement et son remplacement par une société et une économie organisées pour le plus grand nombre : une société réellement démocratique et une économie planifiée, ne détruisant pas aveuglément les écosystèmes.

**Henri Wilno**

1 - François Chesnais, « L'originalité absolue de la crise sanitaire et économique mondiale du Covid-19 », en ligne sur <https://alencontre.org/economie/loriginalite-absolue-de-la-crise-sanitaire-et-economique-mondiale-du-covid-19.html>

## Le chiffre

# 10%

Avec un volume de vente de 390 millions d'euros, Amazon pèserait 10% des ventes de livres en France. Des chiffres qui ne concernent que l'année 2019, et donc hors période de confinement et de fermeture des librairies.



## Agenda

**Jeudi 5 novembre, manifestation pour la réintégration de Gaël Quirante, Cergy (95).** À 9h, RER Cergy préfecture en direction du tribunal de Cergy.

**Samedi 7 novembre, manifestation pour la santé et les libertés, Toulouse.** À 14h, place Saint-Cyprien à Toulouse.

Premiers signataires : CGT CHU Toulouse 31, FSU 31, Solidaires 31, Sud santé Sociaux 31, UET, Ensemble 31, LFI 31, LO 31, NPA 31, PG 31, ATTAC, Cercle des voisins, Copernic, Comité 31 du mouvement de la paix, CSPK, DAL31, Handi-Social, Toutes en grève 31...

**Mardi 17 novembre, délibéré du procès de Victor et Roga.**

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveaupartianticapitaliste.org

## NO COMMENT

**Homme abattu à Avignon : un « bon voisin », mais adepte du nazisme**

Titre d'un article de la *Dépêche du Midi*, 31 octobre 2020.

Séjour et promesses d'une prime n'y feront rien, l'hôpital va se noyer et le personnel le sait. TouTEs redoutent de devoir affronter une pénurie absolue de lits, synonyme de tri, d'abandon des malades. Les lits d'hospitalisation que les Macron et Vèran n'ont pas créés, les personnels qu'ils n'ont pas embauchés : nos morts de demain !

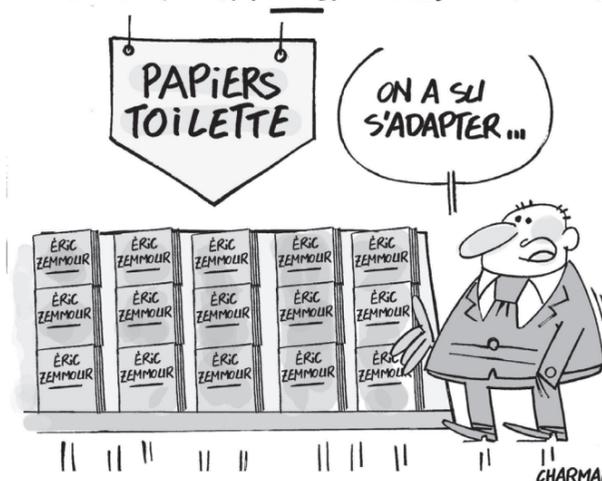
### Absurdités de leur confinement

Alors que la vague montait, le gouvernement a tardé à en prendre la mesure. Ses mesures ont toujours été trop tardives, et mal orientées. Le dépistage qui s'effondre, les masques et le télétravail pas imposés en entreprise, le décret du 29 août qui remet les salariéEs fragiles au travail, l'absence de réquisition de bâtiments et d'embauches pour dédoubler les classes... La clef d'explication en est donnée par Geoffroy Roux de Bézieux, le patron du Medef : un reconfinement conduirait à

un « *écroulement total de l'économie* ». L'Allemagne a recommencé à confiner à 10 000 cas/jour, la France à 40 000, alors que les capacités hospitalières allemandes sont trois à quatre fois supérieures. Encore une fois les plus fragiles vont être confrontés au confinement, à leur confinement, souvent absurde, mais s'il fallait résumer : plus dur pour nos vies, nos amours, notre culture mais plus light pour les profits. Il durera donc sûrement plus longtemps. Il va donc générer de plus en plus d'opposition, alimentant le covid-sceptisme.

Ni défense de leur confinement ni demande d'exception sans fin à la liste des confinés, au mouvement ouvrier d'avancer ses propres solutions : revenu garanti pour éviter d'avoir à choisir entre contamination et survie, réduction radicale du temps de travail et arrêt des productions inutiles, renforcement et embauches

### FERMETURE DES RAYONS LIVRES DANS LES SUPERMARCHÉS



dans la santé, l'école, la culture, protection des salariéEs les plus fragiles au niveau santé, et préparation d'une

nouvelle politique de tests en sortie de confinement...  
**Frank Cantaloup**

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## SUISSE Blouses blanches, colère noire

Si, durant le printemps dernier, lors de la première vague du Covid-19, les personnels soignants ont été salués, applaudis et reconnus par la population pour les efforts fournis, cela ne s'est traduit aucunement par des améliorations salariales et professionnelles concrètes en automne.

Symbolisant le fameux travail dit en « première ligne », le travail des salariéEs du secteur de la santé a souvent été qualifié comme essentiel et indispensable au fonctionnement de la société. Or, il a suffi de quelques mois pour que ces dernierEs, ainsi que leurs efforts, soient largement oubliés. Si la société prônait impatiemment un « après Covid », un « non-retour à la normale », avec les personnels soignants revendiquant notamment des primes mais surtout une revalorisation salariale de tous les métiers dans la santé, rien de tout cela ne figure actuellement à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, la crise sociale et sanitaire devrait recentrer le débat sur les conséquences concrètes du rouleau compresseur néolibéral sur le secteur de la santé. Cela fait des années que les personnels soignants se battent avec les syndicats contre la déshumanisation de leur travail, contre la privatisation de leurs institutions et pour des meilleures conditions de travail.



ÉRIC ROSSET

### Les profits plutôt que la vie

Or, dans un système capitaliste, la logique des autorités est précisément adverse : préserver les profits, pas la vie ! Par conséquent, si pour l'économie privée, les cantons et les villes mettent en place des plans de relance économique, la logique diffère fort dans le secteur public. Dans ce cas-là, la logique dominante se traduit par les divers plans d'économie consistant à arracher des acquis et droits pourtant essentiels. La liste devient longue : déroger à la Loi sur le travail, baisser les salaires (ponction de 1% à Genève), baisser le nombre de lits voire fermer des sites hospitaliers entiers, rallonger les rythmes et horaires de travail (semaines de 60 heures), augmenter la cadence, supprimer les congés/vacances... S'ajoutent encore les différents projets de révision des caisses cantonales de pension, le but étant de diminuer les rentes pour travailler toujours plus.

Aujourd'hui, ce sont donc les travailleurEs en première ligne qui paient le prix de la crise. La colère de ces salariéEs, qu'on « paie » soit par les applaudissements depuis nos balcons, soit en les érigeant en héros et héroïnes, gronde. Non seulement il leur est demandé de fournir davantage d'efforts financiers, physiques et sanitaires, mais on les fait également jouer contre les chômeurEs ou salariéEs du privé, cassant ainsi toute possibilité de lutte commune.

### Créer des solidarités militantes

Cette crise devrait permettre de politiser davantage les solidarités, créer des ponts, afin de construire une organisation active et combative sur les lieux de travail. S'organiser collectivement de manière permanente renforcerait et unirait le personnel pour défendre ses revendications, et son opposition aux mesures d'austérité.

C'est dans ce sens que se dirigeait l'appel lancé par le Syndicat des services publics (SSP) – soutenu par les travailleurEs dans la santé à travers le pays, comme par d'autres organisations syndicales et politiques – à se mobiliser partout en Suisse, de façon décentralisée, entre le 26 et le 31 octobre. Plus que jamais, il est nécessaire de montrer les contradictions inhérentes du capitalisme : l'hôpital n'est pas une entreprise privée pour faire des profits et la santé n'est pas « un marché comme les autres ».

**Tamara Knezevic**

Article publié dans le n°377 de *solidarités* (Suisse)

## ÉTATS-UNIS Les élections au milieu de la tourmente

L'élection présidentielle US se déroule dans des conditions sans précédent. Il y a la vague de coronavirus qui submerge les hôpitaux dans plusieurs États, des protestations contre les violences policières dans d'autres et, dans certains endroits, l'intimidation des électeurEs par des hommes armés.

Dans les grandes villes du pays, les grands magasins ont protégé leurs devantures et engagé des agents de sécurité pour éviter les pillages et les incendies criminels. Le Parti républicain a intenté des dizaines d'actions en justice dans les États (dont chacun a des lois électorales différentes) pour tenter de restreindre le vote, car un nombre élevé d'électeurEs favorise généralement les Démocrates.

### 1000 décès quotidiens

Le dernier jour de l'élection était le 3 novembre. En raison d'une énorme augmentation des votes anticipés et des votes par correspondance, le décompte des voix peut prendre des jours. Si le vote est serré, il est possible que l'élection aille devant les tribunaux et aboutisse à la Cour suprême, qui compte maintenant six juges conservateurs contre trois libéraux. La compétition entre le président républicain Donald Trump et le challenger du Parti démocrate Joseph Biden est devenue un référendum sur le coronavirus qui connaît actuellement sa plus grande recrudescence. Les États-Unis comptent maintenant environ dix millions de cas au total, 100 000 nouveaux cas supplémentaires chaque jour et 1 000 décès quotidiens. Le principal conseiller du président Trump a déclaré : « Nous



WIKIMEDIA COMMONS

n'allons pas contrôler le virus. » Il a plutôt promis de développer rapidement un vaccin ainsi que des thérapies et des médicaments pour traiter la maladie.

Trump a organisé des rassemblements massifs et pour la plupart sans masques dans plusieurs États clés où il a annoncé à ses partisans que le virus est en train de disparaître. Une étude de l'Université de Stanford a révélé que 18 rassemblements pro-Trump avaient entraîné 30 000 infections Covid et 700 décès. Trump a qualifié les responsables de la santé publique d'« idiots » et il a affirmé que les médecins attribuent des décès au coronavirus afin d'augmenter leurs salaires. Pour sa part, Biden promet que s'il est élu, il travaillera avec

les scientifiques pour maîtriser la pandémie.

### Violences policières et crise économique

Les manifestations contre le racisme et les violences de la police sont également devenues un enjeu de campagne. Trump a condamné Black Lives Matter comme un mouvement violent, appelant à « la loi et à l'ordre » et au soutien à la police. Lorsque, le 26 octobre, la police de Philadelphie a été appelée à cause d'un conflit domestique, elle a trouvé Walter Wallace Jr., un homme souffrant de maladie mentale, brandissant un couteau. Quand il s'est déplacé vers eux, ils lui ont tiré dessus à plusieurs reprises et l'ont tué. Des milliers de NoirEs

## CHILI Après le référendum, tout reste à faire

La victoire écrasante du Oui (78,27%) lors du référendum du dimanche 25 octobre a immédiatement ouvert l'appétit des partis politiques traditionnels pour présenter leurs candidatures à l'Assemblée constitutionnelle, un organe que les citoyens ont choisi, également à une écrasante majorité (78,99%), pour rédiger la nouvelle Grande Charte qui remplacera celle de 1980.

Après les célébrations sur la Plaza de la Dignidad et dans les rues du pays, une course contre la montre a commencé. Le 11 janvier 2021 – dans un peu plus de deux mois – le délai de présentation des candidatures à l'Assemblée constituante expire. Le 11 avril prochain, de nouvelles élections auront lieu pour choisir les 155 constituants, un nombre qui pourrait changer si le Congrès approuve un règlement qui accorde des sièges réservés aux représentants des peuples autochtones.

### Paradoxes électoraux

Le problème pour les plus de 5,8 millions d'électeurs et d'électrices qui ont coché, au crayon bleu, la case approbation dimanche 25 octobre est que leurs préférences ne seront pas nécessairement reflétées dans le vote d'avril. Selon Mauricio Morales, docteur en sciences politiques et professeur à l'université de Talca, « dimanche 25 octobre, les gens ont voté pour

des options concernant l'avenir, alors qu'en avril 2021, ils éliront des candidats à la Constituante qui se présenteront sur le territoire pour obtenir des votes. Les campagnes seront beaucoup plus personnalisées, et sur ce terrain la droite chilienne est forte. À tel point qu'historiquement, elle a frôlé les 40% des voix. Je ne vois pas où la gauche peut cartonner dans ces élections, car elle sera divisée, avec plusieurs listes et, dans un système de représentation proportionnelle, les listes unifiées de plusieurs partis tendent à recueillir plus de suffrages. »

Mauricio Morales fait référence à la méthode D'Hondt, c'est-à-dire le système de représentation proportionnelle qui sera appliqué au Chili pour choisir les électeurEs, tel qu'établi par l'accord politique du 15 novembre 2019, conclu un mois avant le début de l'explosion sociale. Lucía Dammert, docteure en sciences politiques et chercheuse à l'Université de Santiago, avertit que « quelque chose de tout

à fait paradoxal peut arriver : si l'opposition est divisée en plusieurs listes, il est possible que le « rejet » [le refus d'une Constituante lors du référendum] ait plus de représentation dans la Constituante que l'approbation. »

### « Réactiver les assemblées et conseils territoriaux »

Pour améliorer les conditions de ceux qui n'appartiennent pas à un parti, explique le politologue Mauricio Morales, la stratégie des citoyens et des citoyennes consiste à poursuivre le chemin de la protestation et de la manifestation dans les rues. « C'est cette pression qui a porté le plus de fruits », dit l'expert, pour qui « les près de 80% obtenus par l'acceptation devraient être pris en compte par les partis, tant lors de l'établissement de leurs listes électorales que lors de la présentation de leur plan programmatique ». Sol Danor [militante, féministe] est d'accord. Pour elle « ne pas lâcher la rue » et « réactiver les assemblées et

sont sortis pour protester, ce qui a entraîné des heurts violents entre la police et la communauté, accompagnés d'émeutes et de pillages. Trump a déclaré que les manifestations étaient « la conséquence la plus récente de la guerre des libéraux démocrates contre la police ». Biden a reconnu le racisme présent dans la société et les services de police et a appelé à une réforme, bien qu'il s'oppose à la remise en cause des budgets de la police, la principale revendication des récentes manifestations antiracistes.

Le vote a lieu non seulement au milieu de l'épidémie, mais aussi pendant une crise économique persistante avec un taux de chômage officiel de 7,9% (en réalité plus élevé en raison d'un nombre incalculable de travailleurEs découragés), soit quelque 12,5 millions de chômeurEs.

Néanmoins, pour éviter le Covid et pour s'assurer que leurs votes puissent s'exprimer et être comptés, des milliers de personnes faisaient déjà la queue, le 1<sup>er</sup> novembre, pour voter dans les villes du pays, portant des masques et respectant la distanciation physique. Ma femme, mes enfants et moi avons ainsi voté au Brooklyn Museum à New York : une queue de milliers de personnes faisait trois fois le tour de l'énorme bâtiment. L'attente est de deux à quatre heures pour faire entendre sa voix. À la tombée de la nuit au musée, des bénévoles ont distribué des pizzas et des boissons aux personnes qui faisaient la queue. Le décompte peut durer des jours, voire des semaines, et entre le 3 novembre et le 20 janvier, date à laquelle le prochain président prendra ses fonctions, nous nous attendons à des manifestations généralisées et nous craignons que la violence éclate. Les milices pro-Trump se mobilisent pour assurer son élection. Les mouvements sociaux et les syndicats s'organisent pour défendre le vote et la démocratie. Au-delà, il faudra continuer le combat pour la justice sociale.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2020

**Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

conseils territoriaux » – qui ont fleuri dans la chaleur du 18 octobre 2019 – sont des éléments clés. Mauricio Morales n'a aucun doute sur la stratégie conçue par les partis pour inclure les indépendants dans leurs listes : « Ils ne le feront pas par conviction, mais par obligation et par opportunisme. Il s'agira certainement d'indépendants connus qui simuleront un renouvellement des élites, mais cette solution est à court terme. »

Lucía Dammert souligne que le résultat du référendum enterme l'idée d'une polarisation du pays en deux moitiés, puisque « la différence est de 80 à 20% ». Ce qui se passe, dit-elle, c'est que « ces 20% ont un lobby, des hommes d'affaires, des médias, qui pèsent deux fois plus ».

**Cristian González Farfán**

Article publié dans l'hebdomadaire uruguayen *Brecha*, le 30 octobre 2020 ; traduction rédaction À l'Encontre. Version intégrale sur <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/apres-le-triomphe-retentissant-lors-du-referendum-tout-commence-vraiment>

# POLOGNE Éclair rouge sur fond noir : une lutte massive pour l'avortement

Le 22 octobre dernier, la Cour constitutionnelle a décidé d'éliminer l'une des trop rares causes qui autorisent l'avortement en Pologne : la malformation du fœtus. Cela affectera en réalité 97% des IVG aujourd'hui pratiquées dans le pays. La loi ne laissera plus que deux causes « légitimes » à l'avortement : si la vie de la mère est en danger, ou bien si la grossesse est le résultat d'un viol. C'est la politique du parti au pouvoir, le Parti loi et justice (PiS), un parti de droite, réactionnaire et patriarcal, qui gouverne depuis 2015.

Déjà en 2016, la Pologne avait connu une énorme mobilisation contre la tentative de vote au congrès pour limiter l'avortement aux cas où la vie de la mère était en danger. Plusieurs jours de mobilisation avec des parapluiés noirs, et le soutien des personnes mobilisées dans de nombreux pays, avait réussi à éviter ce recul.

## La plus grande mobilisation depuis 1980

La mobilisation contre la décision a commencé la veille du vote, appelée par l'organisation Strajk Kobiet, « la grève des femmes », elle ne s'est toujours pas arrêtée à ce jour. Et les manifestations de ces derniers jours ont été massives. Ce sont même les plus importantes depuis 1980, à l'époque de la grève générale qui mena à la création du syndicat Solidarnosc.

Le 23 octobre, des manifestations ont eu lieu, en plus de Varsovie, dans les villes de province. Les manifestantEs ont allumé des bougies sous le slogan « Funérailles pour les droits des femmes » devant le siège du PiS. Le 26 octobre, les manifestations ont pris la forme de barrages routiers à l'échelle nationale. La police a signalé qu'il y avait eu plus de 350 manifestations dans tout le pays. À partir du lendemain, les étudiantEs de nombreuses universités polonaises se sont joints aux manifestations.



DR

À partir du 28 octobre, la « grève des femmes » a appelé une grève générale réussie sous le slogan « Nous n'allons pas travailler ». La police parle de 410 manifestations ce jour-là en Pologne, auxquelles auraient participé plus de 430 000 personnes. Le 29 octobre, d'autres manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes polonaises sous le slogan « Les femmes et les LGBT. ENSEMBLE pour l'égalité ». Tous les jours depuis de très nombreuses manifestations, massives, ont lieu partout dans le pays.

## Manifestations à l'intérieur des églises

La colère des femmes se tourne bien évidemment aussi vers l'Église catholique et elles vont donc naturellement manifester

jusque dans les églises. Sur les murs des églises, elles écrivent : « L'avortement c'est bien », « L'enfer des femmes », « Avortement sans frontières », « Mon corps ≠ Votre religion » et elles y collent des affiches avec une femme enceinte crucifiée et le slogan « Ta faute, ta faute, ta grande faute ». Des manifestantes ont également interrompu les messes et ont jeté des tracts sur les autels. Dans la basilique de Lodz Les manifestantes sont entrées en costumes inspirés du roman *la Servante écarlate* de Margaret Atwood. En réaction à cela, des milices d'extrême droite protègent désormais les églises.

## Polarisation extrême de la société polonaise

« Mais cela va maintenant au-delà du rejet de la décision sur

l'avortement. Les gens sont très en colère. Nous avons perdu la primauté du droit, il n'y a pas d'indépendance judiciaire, les associations LGBT sont attaquées, la gestion de la pandémie montre qu'ils jouent avec notre santé. Les gens détestent de plus en plus Kaczynski. On le verra cet après-midi dans la rue », expliquait une militante de la « grève des femmes », le 1<sup>er</sup> novembre, à *El Pais*<sup>1</sup>. Il y a une division dans la société polonaise, qui s'est focalisée autour de la question de l'avortement. Mais cette lutte unifie plus largement le champ des jeunes travailleurEs. Plus de 64% de la population soutient les manifestations, où on y crie toutes et tous le grossier « Wypierdalać ! » (« Va te faire... »), contre Kaczynski. Le gouvernement tente maintenant d'étouffer la colère avec des promesses qui atténueraient l'impact de la réforme. « Je pense que cela ne suffira pas. Dans les prochains jours, le plus sûr est qu'un état d'urgence sera déclaré avec l'excuse de la pandémie et ainsi réprimer les manifestations », prédit l'intellectuelle Ewa Kulik<sup>2</sup>. Les manifestations en tout cas n'ont pas fini à ce jour de grossir et de s'étendre partout dans le pays...

## Flor Beltran

1 - María Hervás, « Mulheres e jovens explodem contra a Polónia ultraconservadora », *El País*, 1<sup>er</sup> novembre 2020.

2 - *Idem*.

# ALGÉRIE Échec du référendum constitutionnel organisé par le pouvoir

Dimanche 1<sup>er</sup> novembre était organisé, en Algérie, un référendum constitutionnel censé fonder, d'après le pouvoir en place, une « nouvelle République ». Avec seulement 23,7% de participation, c'est un échec majeur pour le pouvoir. Nous publions ci-dessous une déclaration de nos camarades algériens du Parti socialiste des travailleurs<sup>1</sup>.

Le rejet populaire historique du régime et de sa Constitution exige l'élection d'une assemblée constituante souveraine. Près de 77% des électeurs et électrices algériens, selon les chiffres officiels, ont refusé de participer à la mascarade du référendum du 1<sup>er</sup> novembre 2020. C'est un rejet sans équivoque au projet de la nouvelle Constitution du régime.

## Un camouflet politique cinglant

C'est une défaite « électorale » cinglante et inédite du pouvoir, de fait illégitime, et du régime qu'il incarne. Elle rappelle notamment que le soulèvement populaire du Hirak de février 2019, n'en déplaise à ceux qui l'ont enterré, constitue une lame de fond qui n'a pas fini de produire ses soubresauts en dépit de la « trêve » imposée par la pandémie du Covid-19.



DR

En effet, malgré la mobilisation de tous les moyens matériels, financiers et humains, y compris le patronat et les appareils politiques tels que le FLN et le RND d'une part, et la quasi-monopolisation des médias publics et privés d'autre part, le pouvoir de fait illégitime vient d'enregistrer un camouflet politique cinglant : le peuple dans sa majorité écrasante veut le départ du système autoritaire, corrompu, libéral et antisocial, comme il refuse sa continuité sous quelque forme que soit ! Le PST rappelle à l'occasion du 66<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, que le combat du peuple algérien pour le recouvrement de sa liberté, sa dignité et sa souveraineté se poursuit encore aujourd'hui contre l'autoritarisme et l'oppression sociale. C'est un combat qui passe par l'élection d'une assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurEs, des chômeurEs, des femmes, des petitEs paysanEs et de touTEs les démunisEs de notre peuple.

Aussi, le PST réitère à cette occasion son appel pour :

- La levée immédiate de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques et syndicales !
- La libération immédiate de tous les détenus politiques !
- La solidarité avec les luttes des travailleurEs et la convergence des luttes sociales et démocratiques.

Alger, le 2 novembre 2020.

## Le Secrétariat national du Parti socialiste des travailleurs

1 - Lire également sur notre site, la déclaration du PST publiée avant le référendum : « Algérie : non à la participation au référendum constitutionnel du 1<sup>er</sup> novembre », en ligne sur <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/algerie-non-la-participation-au-referendum-constitutionnel-du-1er-novembre>

# MARTINIQUE « Kont klordékon ek lé zot pestisid »

La mobilisation contre le chlordécone et les autres pesticides s'approfondit, avec notamment une manifestation prévue samedi 7 novembre à Fort-de-France.

Rappelons qu'une dérogation a autorisé l'épandage de cet insecticide contre le charançon des bananeraies dans les Antilles pendant deux ans après que le produit a été interdit en France en 1990, et qu'ensuite la puissance coloniale a laissé les patrons et l'importateur du produit, le béké Bernard Hayot, écouler leurs stocks : la pollution a continué, avec des conséquences majeures sur l'ensemble de l'écosystème antillais. La pollution des sols, des nappes phréatiques et de l'environnement littoral marin, touche une part de la production alimentaire (notamment les tubercules), des animaux d'élevage et des poissons et crustacés. TouTEs les habitantEs sont concernés par la consommation des produits locaux et de l'eau, s'ajoutant dans le cas des agriculteurEs à l'exposition directe au produit. La crise sanitaire qui en résulte est très grave : 95% des GuadeloupéenEs et 92% des MartiniquaisES présentent de la chlordécone dans leur sang. L'exposition in-utero est associée à une réduction de la mémoire visuelle immédiate, le nombre de cancers de la prostate explose, et les ouvriers des bananeraies connaissent souvent des



DR

problèmes de stérilité masculine. Ces derniers sont encore exposés aujourd'hui à certains pesticides potentiellement nocifs pour la santé, comme le glyphosate, le lindane ou le paraquat.

## « Abominable tragédie »

À l'initiative d'un cadre unitaire très large en Martinique, « Lyannaj pou depolye martinik », une visioconférence internationale s'est tenue le 3 octobre dernier avec des organisations de Martinique, Guadeloupe et de l'Hexagone (notamment Attac, la Confédération

paysanne, la Fondation Copernic, Solidaires).

Un appel international en est issu, exigeant que tous les responsables économiques et politiques de cet empoisonnement rendent des comptes, que cessent le harcèlement, la répression policière et judiciaire contre les militantEs engagés dans ce combat, et que l'État assume totalement sa responsabilité en prenant les mesures et moyens à la hauteur de la situation, en particulier pour garantir à brève échéance le zéro chlordécone dans l'alimentation. Il exige la dépollution des milieux, la détoxification des

personnes, l'indemnisation, le suivi médical et psychologique gratuit de toutes les victimes, la remédiation des préjudices économiques subis par les marins-pêcheurEs, les aquaculteurEs, les agriculteurEs, l'accélération de l'attribution de terres en friche à des cultivateurs et cultivatrices sans terre, avec des aides et un protocole pour une agriculture nourricière exempte de tout pesticide et biocide, la fourniture de tous les matériels et de l'encadrement technique nécessaires pour le développement des alternatives (jaden pann, jardins suspendus, jardins agro-forêts...).

Une manifestation se tiendra ce samedi 7 novembre à Fort-de-France, et se discute la mise en place en 2021 d'un grand procès citoyen international mettant en cause les responsables de l'empoisonnement par les pesticides.

L'appel se conclut en affirmant « que l'abominable tragédie dont sont victimes les peuples est la preuve de la nécessité de sortir d'un monde infesté par les produits toxiques, tout particulièrement les pesticides, à la recherche effrénée du profit à courte vue, aux conséquences et coûts désastreux (eaux contaminées, écocide...) pour l'ensemble du Vivant », avec un appel à la solidarité aux Antilles, en France et ailleurs, auquel le NPA se joint avec détermination.

Patrick Le Moal

## VOUS AVEZ DIT «PROTOCOLE SANITAIRE»?

Le protocole national pour «assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19» a été actualisé par le ministère du Travail le 29 octobre 2020.

Sur son site internet, le ministère précise que les principales évolutions portent sur le télétravail, les réunions à distance, l'utilisation de l'application Tous-AntiCovid (une simple information des salariés sur son existence) et la «suspension des moments de convivialité dans le cadre professionnel».

### Inconsistance du protocole

Une fois de plus, la légèreté des recommandations faites aux entreprises contraste avec la fermeté des restrictions de liberté imposées aux individus avec le confinement.

La priorité du gouvernement est d'entraîner le moins possible le fonctionnement de la machine à profits. On peut résumer ce nouveau protocole en deux points : 1/ le télétravail est obligatoire à 100% mais seulement là où il est possible ; 2/ le port du masque est obligatoire dans les lieux clos sauf quand l'activité ne le permet pas.

### Télétravail obligatoire, vraiment ?

De nombreuses tâches qui pourraient être télétravaillées ne le sont pas. Au cours de ses contrôles, l'inspection du travail entend souvent le patron expliquer qu'il n'a pas les moyens de fournir des ordinateurs portables à tout le monde, que tel ou tel logiciel est trop sécurisé pour être utilisé depuis le domicile, etc. Pour autant, sur les lieux de travail, peu de bureaux ont été sérieusement réaménagés pour garantir la distanciation, peu d'horaires ont été allégés et décalés afin d'éviter d'être trop nombreux au même moment. Et par ailleurs, le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer clairement aux entreprises la prise en charge des frais générés par le télétravail (électricité, chauffage, matériel et mobilier appropriés, etc.).

Restent ensuite tous les métiers pour lesquels il est impossible de télétravailler, concernant surtout les plus petits salaires, les ouvriers, les employés de base. Le vide du protocole sanitaire est éloquent en la matière, se contentant de vagues recommandations qui ne sont effectives nulle part : «L'organisation du travail doit permettre de réduire les déplacements domicile-travail et d'aménager le temps de présence en entreprise pour l'exécution des tâches qui ne peuvent

être réalisées en télétravail, pour réduire les interactions sociales.»

### Masques, ou pas...

Encouragées en cela par le gouvernement, de nombreuses entreprises ont choisi, afin de limiter les coûts liés à la distribution de masques, de ne fournir que des masques dits «grand public» réutilisables. Non seulement ces masques sont insuffisamment protecteurs mais de plus, très souvent, aucune prise en charge par l'entreprise de leur entretien n'est organisée. Rares sont les employeurs qui se soucient de vérifier que la taille des masques fournis est adaptée au visage. En revanche, le non-respect du port du masque est toujours sanctionné disciplinairement. Dans les faits, de nombreux et nombreuses salariés sont contraints de se procurer eux-mêmes les masques qu'ils et elles portent au travail. Pour de nombreuses activités, le port du masque serait trop dangereux car trop contraignant physiquement. Or, plutôt que d'aménager le temps de travail, d'imposer des réorganisations d'espace, le protocole décide tout simplement d'autoriser toutes les salariés travaillant «en ateliers», à ne pas porter le masque et de le remplacer par une visière et le maintien de «la plus grande distance possible» entre les personnes. Pourtant un peu plus loin, le protocole rappelle que «les visières ne sont pas une alternative au port du masque»... La santé des ouvriers aurait-elle moins de valeur ?

### Valeur non contraignante

De toute façon, le gouvernement a beau actualiser son protocole, sa valeur juridique est «non contraignante» selon une ordonnance en référé du conseil d'État du 19 octobre 2020. Il ne s'agit que de simples recommandations, à l'opposé des amendes de 135 euros qui ont rapidement été effectives sur tout le territoire pour forcer le respect du confinement. Et les agents de contrôle de l'inspection du travail ne sont pas assez nombreux pour contrôler de façon systématique les entreprises, d'autant qu'ils et elles sont en plus chargés du contrôle des fraudes à l'activité partielle, et de tout le reste... Avec 1850 agents de contrôle sur le terrain pour plus de 18 millions de salariés, le calcul est vite fait.

Correspondante inspection du travail



## TÉLÉTRAVAIL GÉNÉRALISÉ: TEL NE DEVRAIT PAS ÊTRE

Le deuxième confinement est entré en vigueur à la fin du mois d'octobre 2020. Il ne sera pas exactement comme le précédent, mais demeure l'injonction à pratiquer systématiquement le télétravail lorsque celui-ci est possible.

Cela n'est pas sans impact sur l'avenir. Le rapport au télétravail en France change significativement. Nous étions l'un des pays où les employeurs manifestaient le plus de résistance à la diffusion de ce mode de travail, même si les demandes émanant des salariés et des représentants syndicaux existaient bel et bien. Mais au vu de l'expérience du premier confinement, les directions d'entreprise ont sensiblement changé leur point de vue. Tout le monde n'avait-il pas été globalement satisfait de ce télétravail ? Les sondages révélaient que les salariés appréciaient grandement cette possibilité et que les employeurs se félicitaient de la façon avec laquelle les salariés avaient joué le jeu, et révélé leur efficacité. Mais en réalité, la relation de ces deux catégories au télétravail est complexe et mérite qu'on s'y arrête.

### Du côté des télétravailleurs

Qu'est-ce qui rend compte de la satisfaction des télétravailleurs ? Plusieurs facteurs, dont certains très circonstanciels. En période de pandémie où le monde extérieur apparaît comme menaçant, anxiogène, rester chez soi tout en travaillant est rassurant. Mais plus profondément, certains télétravailleurs ont apprécié de prendre des distances avec leur entreprise, leurs collègues, leur hiérarchie. Si nombre d'entre elles et eux fuyaient prioritairement le virus pendant le confinement, certains fuyaient aussi leur lieu de travail qui s'est considérablement détérioré dans le cadre de la modernisation



managériale avec la généralisation des open spaces. Supposés, selon la rhétorique managériale, faciliter les échanges, et constituer des lieux de sociabilité professionnelle stimulante, ces open spaces sont souvent vécus comme des lieux de travail bruyants, malodorants parfois, où le regard des autres peut être pesant, le sentiment d'être surveillé constant. Il y est difficile de s'approprier son poste de travail, difficile de se sentir chez soi au travail, et la hiérarchie peut se manifester de manière omniprésente, voire harcelante. Et cela n'est, le plus souvent, pas compensé par un travail qu'on pourrait qualifier d'épanouissant, car il demeure prescrit par des procédures, protocoles, méthodologies imposées, parce qu'il est sans cesse contrôlé, évalué selon la logique du toujours plus, parce qu'il y a une mise en concurrence systématique entre collègues. Le travail est de plus en plus vécu comme

une épreuve solitaire, et non pas comme l'activité socialisatrice qu'il est supposé être. Alors pour certaines, rester chez soi, seul face à son ordinateur semble cohérent avec ce que le travail est devenu. Cela permet d'introduire, dans certains cas, une relative liberté des horaires, de limiter la fatigue liée aux déplacements domicile/travail, de se sentir chez soi au travail. Mais ne nous y trompons pas, cette fuite traduit un rapport au travail douloureux, où le sentiment de pouvoir se réaliser, en effectuant quelque chose d'utile et satisfaisant pour autrui, s'efface derrière celui d'une perte de sens et de finalité sociale.

Cette prise de distance ne pourra le plus souvent que détériorer encore ce rapport au travail déjà malmené, car les conditions techniques et matérielles aggravent sa dimension abstraite et déréalisante. La qualité de l'engagement devient encore plus problématique. Pour

qui, pour quoi, avec qui travaille-t-on ? Ces éléments déterminants de la relation au travail s'estompent.

### Du côté des employeurs

Côté employeur, la complexité n'est pas moindre. Les employeurs français, plus souvent que leurs homologues américains ou européens, sont conditionnés par une forte méfiance, pour ne pas dire défiance à l'encontre de leurs salariés. Ils sont tenaillés par la peur de ne pas réussir à asseoir leur emprise sur eux, emprise indispensable pour les obliger à travailler selon les critères de qualité et rentabilité choisis dans le cadre d'une rationalité économique de plus en plus libérale et financière. C'est un héritage de la période des Trente Glorieuses, où l'idéologie de la lutte des classes motivait les ouvriers et leurs représentants, qui a connu son acmé avec les trois semaines de grève générale et occupation d'usines en Mai 68. Le patronat s'est mué en management moderne obsédé par la volonté de contraindre et contrôler de façon «légitime». Il se veut séducteur pour arracher le consentement des salariés. Il a misé (pour déstabiliser les collectifs, terreaux de contestation et de résistance), sur une individualisation, personnalisation, puis psychologisation de la gestion et l'organisation du travail. Il s'est donné pour objectif de faire en sorte que les salariés se sentent chez eux dans l'entreprise, avec les DRH de la bienveillance et du bonheur, les chief happiness officers, sans pour autant renoncer à la prescription du travail dans un esprit bien taylorien. Mais cela coûte cher en encadrement intermédiaire, en dispositifs, en mètres carrés et en consultants. La tentative de transformer les salariés en télétravailleurs se fraye un



## PLUS D'UN MILLION DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS: LA CATASTROPHE SOCIALE EST EN COURS

L'épidémie de Covid-19 est un accélérateur de tendances : la crise menaçait avant son apparition, la pandémie l'a précipitée.

**D**epuis la crise de 2008-2009, nous étions plongés dans une longue dépression, c'est-à-dire une période de faible croissance où les conditions d'une véritable reprise de l'accumulation n'étaient pas réunies : il aurait fallu pour cela une dévalorisation massive du capital excédentaire. Elle n'a pas eu lieu, mais les gouvernements de Sarkozy, Hollande et Macron ont tous cherché à restaurer le taux de profit en flexibilisant encore davantage le marché du travail et en multipliant les cadeaux au patronat (le plus important étant le CICE désormais transformé en baisse massive de cotisations sociales). Mais cela n'a pas suffi : depuis la fin de l'année dernière, l'économie ralentissait et une nouvelle crise menaçait d'éclater fin 2020 ou 2021. Le Covid n'a donc fait que précipiter et amplifier l'entrée en crise.

### Les plans sociaux : la partie émergée de l'iceberg

Il y a toujours un décalage temporel entre l'entrée en crise et les suppressions d'emplois,

### PROTOCOLE SANITAIRE EN ENTREPRISE



notamment les plans de licenciements collectifs. Néanmoins, les suppressions d'emplois sont déjà massives malgré les dispositifs de chômage technique qui ont coûté un « pognon de dingue » aux contribuables. Elles prennent avant tout la forme du non-renouvellement de CDD, du moindre recours à l'intérim, et du

non-remplacement des départs à la retraite. Elles sont donc moins « visibles » et médiatisées que les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), mais elles se chiffrent déjà en centaines de milliers. L'INSEE estimait avant le reconfinement qu'il y aurait 840 000 emplois supprimés cette année. C'était une prévision optimiste qui est

d'ores et déjà caduque : il y aura probablement plus d'un million de suppressions d'emplois cette année.

Les plans sociaux (licenciements économiques de plus de 10 salariéEs dans les entreprises de plus de 50 salariéEs) prennent de l'ampleur même s'ils ne représentent pour l'heure qu'environ 10% des suppressions d'emplois. Sur la période allant de début mars à la troisième semaine d'octobre 2020, 567 PSE ont été initiés concernant 2500 établissements en France. Ces procédures concernent environ 62100 ruptures de contrats de travail, soit plus du double de ce qui avait été envisagé sur la même période en 2019.

Ces ruptures de contrats associées à un PSE sont plus nombreuses parmi les entreprises les plus grandes, c'est-à-dire celles de 1000 salariéEs ou plus. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020, un peu moins d'une rupture envisagée sur deux (44%) concerne les grandes entreprises alors que celles-ci ne représentent qu'un peu plus d'un PSE sur dix initiés (12%).

Les deux secteurs qui prévoient le plus de ruptures de contrats de travail sur la période sont l'industrie manufacturière (41% des ruptures envisagées), et le commerce et la réparation automobile (23%). Viennent ensuite les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques (9%), du transport et entreposage (6%), de l'hébergement et de la restauration (6%) et celui des activités de services administratifs et de soutien (5%).

La plupart des grands plans sociaux sont devant nous. Ils sont retardés, notamment avec le recours massif au chômage technique, à coups de milliards versés au patronat sans contrepartie en termes d'emplois. Les pertes de l'économie capitaliste sont socialisées de façon honteuse : si le patronat ne peut plus faire fonctionner ses entreprises sans être abreuvé d'argent public, il doit être exproprié et les entreprises doivent être nationalisées, sous contrôle des travailleurEs, afin de garantir le maintien des emplois et de satisfaire les besoins sociaux.

**Gaston Lefranc**

## LE TRAVAIL

## C'EST PAS LE TRAVAIL QU'IL FAUT CHANGER, C'EST LE SYSTÈME

Lors du confinement de mars dernier, des débats se sont engagés sur le travail cœur de l'activité économique, des activités humaines. Avec deux axes en partie liés. D'une part, quelles activités, quelles productions sont indispensables, utiles, d'utilité secondaire, nuisibles ? D'autre part, qui décide des choix de ces activités et la façon dont elles sont mises en œuvre ?

**L**a remise en cause de l'organisation et de la finalité du travail qui n'est au centre des activités humaines que depuis un peu plus de deux siècles, ne s'est pas présentée souvent dans l'histoire. Les débuts du machinisme, de l'industrialisation, avaient vu, notamment avec le luddisme, se développer des révoltes quand le capitalisme naissant entraînait la mécanisation massive de l'industrie et la dépossession des artisans de leur savoir-faire. Dépossession des compétences et du pouvoir de décisions sur la finalité et les méthodes de production.

### De la critique larvée...

Après la longue période de généralisation du toyotisme et du fordisme, il faudra attendre Mai 68 avec des slogans comme « métro, boulot, dodo, y'en a marre » ou « ne pas perdre sa vie à la gagner » pour que les critiques reprennent de la vigueur. Des critiques qui perdureront jusqu'au milieu des années 1970.

Le patronat en tirera les leçons, dans le contexte de développement massif du chômage, généralisant la parcellisation, l'individualisation, la psychologisation des processus de travail. Loin des fauxsemblants, fugacement mis en avant, d'enrichissement des tâches de production. Le productivisme et l'extractivisme comme contreparties de la société de consommation et largement intégrés par le mouvement ouvrier ne sont guère remis en question. Parallèlement aux explosions de colère des OS majoritairement immigrés, des

postierEs, les formes de contestation de l'organisation capitaliste du travail se replient sur les résistances invisibles que constituent la « perrière », la prise de distance vis-à-vis du contrat à durée indéterminée perçu comme un enchaînement à une entreprise et au travail, et un certain développement des SCOP. Cependant qu'une autre résistance plus globale s'organise contre le développement de l'industrie nucléaire.

D'un côté, le poids du chômage et la multiplication des licenciements et des fermetures de sites, de l'autre le bouleversement des processus de travail avec la pénétration de l'informatique dans tous les rouages des activités industrielles, économiques et l'extension du taylorisme aux secteurs du commerce, du nettoyage, de la gestion, ont réduit la possibilité des remises en cause du système capitaliste de production. Une situation qui a relativisé les débats autour de la socialisation, le bien-être censés être générés par un travail décent pour laisser la place à la dénonciation du « travail qui tue ».

### ... à la critique ouverte

La mobilisation des Gilets jaunes constitue le retour d'une crise sociale, globale. Beaucoup d'invisibles, d'isolés des activités économiques s'élèvent contre la misère, l'indifférence, l'oubli dont ils et elles sont les victimes. AidantEs, transporteurEs, petitEs commerçantEs, salariéEs de TPE-PME, artisanEs sont complètement dépendants d'un système, de donneurs d'ordre, de décisions gouvernementales qui leur ôtent

toute capacité de décision sur leurs activités professionnelles, ne leur laissant aucune possibilité de riposte dans les cadres existants tant syndicaux que politiques. La seule réponse sera une répression féroce.

La gestion de la santé publique dont sont responsables les gouvernements passés et présents a poussé ces derniers à freiner durablement l'ensemble des activités économiques, sociales, culturelles, etc. avec les différentes phases de confinement ou de couvre-feu.

Dans ce contexte, ont réapparu débats et réflexions inhabituelles sur l'utilité sociale des activités humaines. Pour le pouvoir, exécuteur des desiderata patronaux, les choix sont simples : préserver les activités profitables et stopper tout le superfétatoire. Fabriquer, vendre des bagnoles, des avions, des armes, des machines à laver, des téléphones et des ordinateurs et fermer les salles de spectacles, les commerces hors grandes surfaces, interdire les fêtes, les contacts humains non productifs. Imposer le travail de production en usine avec des mesures de protection dérisoires, l'entassement dans les transports en commun et le développement du controversé télétravail.

Les choix sur la fabrication des armes, la publicité, les véhicules individuels les plus polluants, les grands projets inutiles, paraissent évidents. Dans d'autres secteurs comme les transports collectifs (avions, trains) seuls des débats approfondis, démocratiquement organisés peuvent permettre de faire des choix, d'engager des

évolutions partant de l'existant pour aller vers le vraiment souhaitable prenant en compte le développement durable et les conditions de vie et de travail.

### Travailler autrement et beaucoup moins, pour travailler tous

Au cœur des revendications, la réduction massive du temps de travail reste la seule voie à la fois pour mettre fin au chômage et rendre les conditions de travail, incluant les temps de trajet, supportables. Sur toutes ces questions, un temps de délibération important doit être dégagé, un temps permettant les échanges entre les producteurEs, les usagerEs, les habitantEs. Si le renversement du despotisme d'usine, du travail subordonné, restent des objectifs incontournables, la persistance d'une division du travail, d'activités industrielles et économiques aliénantes doivent faire l'objet

de débats, de délibérations qui visent à en réduire la quantité et l'impact par des systèmes de rotation des tâches.

« L'industrie moderne révolutionne de façon constante la division du travail à l'intérieur de la société et précipite sans arrêt d'une branche dans l'autre des masses de capital et d'ouvriers. C'est pourquoi la nature de la grande industrie entraîne des changements dans le travail de l'ouvrier, rend sa fonction fluide, en fait un travailleur mobile polyvalent ». D'où une exigence de « remplacement de l'individu partiel, simple support d'une fonction sociale de détail, par un individu totalement développé pour qui diverses fonctions sociales sont autant de modes d'activité qui prennent le relais les unes les autres »<sup>1</sup>.

**Robert Pelletier**

1 - Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, XV.8, cité dans Antoine Artous, « Travail et émancipation : libérer le travail et se libérer du travail », *Contretemps*, janvier 2019.



## AUTOMOBILE

## Persécutions des syndicalistes de Toyota

Jeudi 29 octobre nous nous sommes renduEs au siège de Toyota, près de Valenciennes (Hauts-de-France), où une centaine de travailleurEs se sont retrouvés, malgré la pluie incessante, pour soutenir Christophe Bailleul et Édith Weisshaupt. Ces délégués de la CGT ont été convoqués par la direction de Toyota qui les avertit de leur licenciement imminent.

Christophe Bailleul est sorti de l'entretien avec une certaine inquiétude dans les yeux, il déclare avoir pesé chaque mot, avoir parlé calmement. Édith Weisshaupt, initialement convoquée le vendredi 30 octobre, n'a pas pu se joindre aux camarades ce jour-là. Comme elle a contracté le Covid-19, sa convocation a finalement été repoussée au 5 novembre. Les syndicalistes dénoncent une multiplication des cas positifs chez les employéEs de l'usine et la négligence de la direction qui ne fournit pas les informations pour dépister et éviter la création de clusters.



## Entretenir la peur dans les ateliers

Depuis quelque temps, les conditions de travail continuent de se détériorer au sein de ce site industriel où 1700 employéEs, parmi les 3500 au total, sont embauchés en intérim ou en CDD. La direction a récemment lancé une campagne de recrutement de 300 nouveaux intérimaires, ce qui va accroître encore plus les inégalités et le niveau d'instabilité générale de l'emploi. Avec plus de 150 milliards de bénéfices en dix ans, le choix de la précarité est incompressible pour les collectifs de travailleurEs et leurs représentantEs syndicaux. Nous échangeons avec un délégué CGT qui a rejoint Christophe Bailleul à la porte du siège : « C'est comme ça que les patrons souhaitent procéder pour entretenir la peur dans les ateliers. » Dans une période où le moral est au plus bas, il est plus simple de se débarrasser des militantEs les plus actifs qui pourraient organiser une riposte ouvrière pour faire face aux restructurations qui semblent s'annoncer au royaume du juste-à-temps. Éliminer les syndicalistes rebelles dans cette conjoncture pourrait simplifier la mise en place d'un probable nouveau plan social dans le nord du pays. Celui-ci viendrait s'ajouter aux autres attaques patronales qui ont concerné les travailleurEs de Cargill, Bridgestone, Auchan et Agfa. **CorrespondantEs NPA Lille**

## ÉDUCATION

## Rentrée des vacances : le feu aux poudres !

À trois jours d'une rentrée déjà très assombrie par le contexte ambiant, l'annonce du sabotage de l'hommage à Samuel Paty a constitué l'étincelle qui a fait exploser une mobilisation d'une ampleur et d'une spontanéité inédites.

Il faut dire que ces vacances de la Toussaint, attendues comme un soulagement après deux mois d'une première rentrée sous la menace de l'épidémie et sous le poids de plus en plus écrasant des réformes Blanquer, avaient déjà été difficiles. D'abord par le sentiment d'horreur qui a saisi tout le monde, et en particulier les enseignantEs, à l'annonce du meurtre de Samuel Paty. Mais aussi, quelques jours plus tard, par les répétitions macabres du jeudi 29, et enfin par la nouvelle flambée épidémique et l'annonce du confinement.

## Ambiance de poudrière

Travaillant dans l'éducation nationale, nous craignons aussi la contagion, au sein de nos établissements, du délire islamophobe qui s'est étalé dans les médias pendant ces deux dernières semaines. Parce que nous ne voulions pas revivre le climat de 2015, où nos élèves, tout à leurs tâtonnements, questionnements et provocations d'adolescentEs, se retrouvaient soudain mis en accusation, dénoncés auprès des autorités faute d'être suffisamment « Charlie ».

C'est donc avec de gros nuages noirs au-dessus de notre tête que nous envisagions cette glaciale rentrée d'automne. Mais au moins, nous disions-nous, le ministre nous a promis un temps de concertation avec nos collègues, le lundi, de 8h à 10h. Cela aurait été l'occasion de redire quelques évidences, comme le fait que nos élèves ne sont pas nos ennemiEs, et que lorsqu'on les aborde autrement que pour guetter le moindre faux pas, cela ne se passe pas si mal que ça, n'en déplaise aux chroniqueurs de Cnews.

Ce temps de concertation pouvait du reste permettre d'amorcer la discussion sur le protocole sanitaire « renforcé » annoncé par Macron pour permettre de maintenir les établissements scolaires ouverts. Dès que Blanquer

l'essentiel est ailleurs. Ce revirement, à trois jours de la rentrée, est vécu comme une provocation par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Cela devient le symbole du mépris de l'institution.

établissement à l'autre. Mais il fait l'effet d'un baril de poudre auquel on aurait soudainement mis le feu. Surtout, il bat en brèche le discours lénifiant sur l'unité nationale derrière les enseignantEs. Ceux-ci et celles-ci montrent par cette grève qu'ils et elles ne sont pas dupes et qu'ils et elles savent ce qu'ils peuvent attendre de ce gouvernement comme soutien matériel ou même symbolique. Rien.

## Lutter pour ne plus subir

Encore plus important pour la suite, on est passé d'une grève du scandale face à un hommage jugé « au rabais », dans laquelle beaucoup de choses se mêlaient, y compris les tendances les plus républicanistes, à une grève pour imposer un autre protocole sanitaire.

C'est pour cela que certains établissements ont voté la reconduction sur les jours suivants. Il faut désormais qu'un appel à la grève nationale vienne soutenir ce mouvement, d'ici la semaine prochaine. Et pourquoi pas le lundi 9, jour officiel de mise en application du nouveau protocole « renforcé mais pas trop » ?

Il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard et que la seule option pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles soit une nouvelle fermeture des établissements scolaires, comme tout le monde semble s'y résoudre. Ce serait catastrophique. D'autres choix sont possibles, et en premier lieu des embauches massives, que ce soit d'agentEs d'entretien, de personnels médico-sociaux, d'assistantEs d'éducation, d'AESH, de profs. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'en cette période où tant se retrouvent privéEs d'emploi, ce serait impossible si on y mettait les moyens. Cela permettrait enfin des conditions sanitaires dignes de ce nom et une réduction des effectifs dans toutes les classes, sans devoir rogner sur les enseignements. C'est vital. **Raphaël Alberto**



a commencé à en préciser les détails, on a bien vu qu'il n'aurait de « renforcé » que le nom, et qu'il pêchait sur un point essentiel, à savoir le passage en effectifs réduits de toutes les classes, sur lequel le ministre s'était pourtant clairement engagé en juin dernier.

## Blanquer allume la mèche

Mais le vendredi, à la stupéfaction générale, le temps banalisé du lundi matin afin de permettre un minimum de concertation est annulé. Les raisons ne sont pas claires, puisque le gouvernement invoque tour à tour les contraintes liées aux transports scolaires et le niveau d'alerte attentat. Mais

Rarement une décision ministérielle aura suscité une réaction aussi vive et instantanée, surtout dans une période de vacances. De nombreuses AG en visioconférence se sont réunies durant le week-end et ont mis en discussion, à l'invitation des syndicats comme le SNES et Sud Éducation, la grève le lundi de la rentrée.

Sous la menace, plusieurs académies ont alors autorisé le retour à l'organisation initiale avec les deux heures banalisées, comme à Toulouse, Montpellier, Lyon et Marseille. Là où les recteurs ont voulu rester droits dans leurs bottes, comme dans l'académie de Créteil, les collègues ont débrayé le lundi, avec des taux souvent très supérieurs à 50%.

Il s'agit d'un mouvement qui concerne pour l'essentiel le second degré, à cause de la règle de la déclaration d'intention 48h avant pour les professeurEs des écoles, et qui est disparate d'un

## l'Anticapitaliste la revue

Le n°119 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

**POUR VOUS ABONNER,**

remplissez le formulaire page 12.



## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

## LPR au Sénat : l'État en guerre contre les libertés académiques



# BORDEAUX EN LUTTES **Apprendre à être utiles dans des trucs pas faits pour ça**

*Il est clair que l'ambiance de ces derniers mois nous complique la vie militante. Du fait de la crise sanitaire, depuis septembre, donc bien avant le début du « reconfinement » nous n'avions déjà plus accès à des salles pour faire nos assemblées générales du collectif Bordeaux en luttes (BEL) et pas non plus pour organiser des réunions publiques avec les habitantEs dans les quartiers ou centralement.*

Ce qui nous apparaissait comme essentiel, à savoir rendre compte de notre activité au sein du conseil municipal auprès des gens, dans des sortes d'assemblées larges de manière à faire remonter revendications et besoins lors d'échanges en direct, s'avère pour le moment (mais pour combien de temps ?) impossible à réaliser.

## **Comme si la misère ne pouvait pas pénétrer l'instance**

Du coup, notre action se résume à notre rôle d'élus, dans les conseils et commissions, sans lien ou très peu avec la population, au-delà de notre entourage. Il nous reste quand même les liens militants avec les associations ou collectifs qui se mobilisent dans l'aide aux sans-abris et aux réfugiés par exemple. C'est ce qui nous avait permis d'organiser un rassemblement de protestation contre la politique préfectorale d'expulsion des squats, en plein rebond des contaminations, pile au moment

de la trêve hivernale. L'initiative a été organisée à l'entrée du Conseil de Bordeaux Métropole, là où se trouvent les 28 maires de la métropole.

Une cinquantaine de personnes s'est mobilisée devant et, à l'intérieur, nous avions demandé qu'une délégation puisse prendre la parole (ce qui a été refusé). Du coup, nous sommes intervenus, pour dénoncer la préfecture, demandant que les collectivités territoriales agissent pour empêcher les expulsions et pour trouver des solutions de logement d'urgence aux familles et personnes jetées dehors.

Ça fait bizarre de dire ces choses dans ce genre d'assemblées d'élus : ça résonne dans le vide, un peu comme si ce n'était pas entendu, car il n'y a eu aucune réponse, aucune discussion, ni de la droite (au moins pour défendre la préfecture) ni de la gauche. Rien. Juste comme une interruption de leurs travaux. C'est comme si la misère humaine ne pouvait pas pénétrer l'instance.

C'est d'ailleurs l'impression que nous avons à chaque fois qu'il est question de problèmes sociaux, de précarité, d'inégalités... tout ce qui vient d'en bas semble ne pas atteindre tout ce beau monde. En tout cas, quel silence.

## **S'occuper nous-mêmes de nos affaires**

Ce monde institutionnel, cette démocratie spéciale, est habituée à mettre à l'ordre du jour et au vote des dizaines de délibérations par séance, administratives, techniques, gestionnaires et sûrement pas politiques. Ce qui donne ce sentiment, qui est une réalité, de déconnexion avec la vie de la population.

Alors dès qu'on aborde un sujet grave comme une usine qui ferme, une expulsion de familles sans papiers, des écoles qui manquent de personnel, la précarité parmi les salariéEs de la ville, une absence d'aires d'accueil pour les gens du voyage, une radio publique et culturelle comme FIP qui est programmée à la

fermeture, on peut dire que ça calme les ardeurs verbales des petits politiciens locaux.

Les séances sont filmées, ce qui permet de visionner ce genre de séquences. C'est important à raconter, à savoir. D'ailleurs, notre rôle essentiel, pour le moment, après nos interventions dans les « parlements » bordelais et métropolitains, c'est de faire des comptes rendus. Avec l'objectif principal de donner envie autour de nous de faire de la politique nous-mêmes, de nous occuper de nos affaires pour ne pas les laisser entre les mains de ces élus qui pensent surtout à eux ou à leur milieu social bien moins populaire et défavorisé que le nôtre.

C'est pour cela que même dans les moments où on se sent seulEs et pas du tout chez nous dans ces instances (et c'est souvent), nous restons convaincus que nous pouvons faire entendre beaucoup de choses au-delà des bancs de ces assemblées.

**Philippe Poutou et Béatrice Walylo**

## TRIBUNE UNITAIRE **Contre les amalgames et les manipulations racistes, nous défendons les libertés**

*Suite aux assassinats de Conflans et de Nice, plus de 30 syndicats, associations et forces politiques prennent position pour que ces attentats ne soient pas « instrumentalisés pour stigmatiser »<sup>1</sup>. Tribune co-signée par le NPA, publiée le 1<sup>er</sup> novembre sur Mediapart et Regards.*

Nous condamnons les assassinats de Samuel Paty et de Nice qui viennent nous rappeler le danger représenté par le terrorisme islamiste que nous combattons. Toutes nos pensées vont aux familles et aux proches des victimes. Prendre le prétexte de convictions religieuses ou politiques pour attenter à la vie de celles et ceux qui ne partagent pas les mêmes idées met en danger toute la société, en premier lieu les femmes.

### **Nous défendons la liberté d'expression et d'association**

Après cet assassinat, nous réaffirmons la nécessité de défendre partout et tout le temps la liberté d'expression, la liberté pédagogique, la liberté d'association, de conscience et de culte dans le cadre de l'État de droit. Nous sommes plus que jamais solidaires avec touTEs les enseignantEs et les personnels de l'Éducation particulièrement affectés. Nous affirmons aussi notre soutien aux personnes, collectifs, associations, syndicats qui sont accusés par leurs actions contre le racisme de collusion avec cet attentat, notamment à travers la qualification d'« islamo-gauchiste », terme qui ne repose sur aucune réalité. Nous dénonçons la vague médiatique et sur les réseaux sociaux contre toutes celles et ceux qui luttent pour la liberté et l'égalité et assurons en particulier les personnes directement menacées par l'extrême droite de toute notre solidarité. Ces assassinats ne doivent pas faire le jeu des forces réactionnaires qui souhaitent les utiliser pour diviser la société.

### **Nous défendons la laïcité**

Profondément attachés à la laïcité qui écarte les religions des affaires publiques et garantit la liberté de conscience et de culte, nous en condamnons son instrumentalisation pour limiter les droits de quelque partie que ce soit de la population.

### **Nous agissons contre le racisme sous toutes ses formes**

Ces assassinats ne doivent pas être instrumentalisés pour stigmatiser des personnes ou des groupes, en fonction de leur origine, de leur genre, de leur culture ou de leur religion. Nous refusons ces amalgames honteux et dangereux et nous continuerons à lutter contre toutes les formes de racismes, en particulier les attaques que subissent les personnes de culture ou de confession musulmane ou perçues comme telles.

Nous réitérons notre opposition au projet de loi « séparatisme » qui n'a rien à voir avec la laïcité et tout à voir avec une campagne raciste et liberticide visant à diviser la société française. Il est plus que jamais nécessaire que fassent front commun toutes les organisations et la population se battant contre toutes les formes de racismes, de discriminations et de sexisme. Nous entendons prendre nos responsabilités en ce sens à travers des initiatives publiques pour défendre une société démocratique, laïque et solidaire.

<sup>1</sup> Voir la liste complète des signataires sur

<https://lanticapitaliste.org/actualite/anticrisme/>

contre-les-amalgames-et-les-manipulations-racistes-nous-defendons-les

Alors qu'il était emprisonné depuis bientôt six mois pour avoir manifesté pour les droits essentiels, le mercredi 28 octobre, à l'occasion du rassemblement hebdomadaire, nous étions pas loin d'une quarantaine de militantes et militants devant la maison d'arrêt de Nîmes pour le soutien à Roland. Toutes et tous déterminées à défendre le droit de manifester et par là même à défendre Roland en butte à une répression féroce depuis des mois.

## **Bracelet électronique et restriction des droits**

Malgré une incarcération très dure puisque mis à l'isolement depuis plusieurs semaines, Roland, derrière ses barreaux, a continué à croire aux combats pour les droits, et tous les droits, humains. Il subit à l'heure actuelle une attitude très répressive de l'appareil d'État, dans la prison et par l'appareil judiciaire.

## RÉPRESSION **Roland Veuillet est sorti de prison... privé de ses droits**

*Jeudi 29 octobre, Roland Veuillet, emprisonné depuis près de six mois, a été libéré suite à une décision du tribunal d'appel. Mais le combat est loin d'être fini.*



LA GAZETTE DE NÎMES

Au lendemain de cette manifestation devant la prison, la décision

du délibéré concernant le procès en appel était rendue : le premier

jugement a été confirmé, comme l'avait demandé le procureur. Un an d'emprisonnement, dont six mois avec sursis.

La bonne nouvelle, c'est que la peine n'a pas été alourdie par la suppression du sursis, comme on pouvait le craindre, et que donc Roland a pu sortir de prison. Mais il se retrouve avec un bracelet électronique qui lui sera imposé jusqu'à fin novembre, et le tribunal a décidé de le priver de ses droits civils et familiaux pendant cinq ans. Roland a décidé de se pourvoir en cassation. Très déterminés, nous continuerons à le soutenir.

**CorrespondantEs NPA 34**

*Début 2020, le monde universitaire s'était largement mobilisé contre la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), dont l'avant-projet laissait présager une profonde aggravation en matière de précarisation des personnels et de mise en concurrence des laboratoires de recherche dans la course aux crédits. Après une courte suspension du projet de loi pendant le confinement, le gouvernement est revenu à la charge dès le mois de juin. La Loi de programmation de la recherche (LPR) a ainsi été adoptée à l'Assemblée le 24 septembre.*

Face à l'opposition persistante de la majorité du monde universitaire et de ses instances, le Sénat a fait le choix, lors de son examen de la loi jeudi 29 octobre, de renchérir sur les attaques contre les universitaires. À la veille de l'acte II du confinement, il a ainsi voté trois amendements visant à discipliner le monde universitaire, et notamment les

chercheurEs et enseignantEs-chercheurEs, mobilisés en début d'année comme ils et elles ne l'avaient plus été depuis 2009.

### **Limiter drastiquement les libertés académiques**

Le Sénat a ajouté un article stipulant que « les libertés académiques s'exercent dans le respect des valeurs de la République ».

Cet ajout, que Frédérique Vidal a déclaré soutenir, s'inscrit évidemment dans la droite ligne des propos de Jean-Michel Blanquer, pour qui « ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages à l'université ». Blanquer, Vidal et le Sénat surfent ainsi de manière ignoble sur l'émotion suscitée par les récents attentats pour mettre le monde universitaire au pas. Ils mobilisent pour cela une notion très floue mais dont la formulation, au plan linguistique, donne l'impression qu'elle désigne une réalité précise et consensuelle : – l'article défini (« les » et pas « des » valeurs) donne l'impression qu'on peut en dresser une liste fermée et faisant consensus ; – le mot « valeurs » convoque une connotation positive : une chose qui a de la valeur est une chose bonne ; – en les définissant comme « de la République », on attribue à ces dites valeurs

un caractère universel ; mais en fait, nulle part ces valeurs ne sont définies. Cette formule fait référence à quelque chose qui n'a pas d'existence légale, et qui ne fait absolument pas consensus ; elle peut ainsi être utilisée à tort et à travers pour réprimer les discours savants qui questionnent un peu trop le cadre de pensée dominant. Ou comment, au nom de la défense de la liberté d'expression... limiter celle des universitaires !

### **Réduction drastique du rôle du Conseil national des universités (CNU)**

Le dernier amendement voté jeudi permet de recruter, sur des postes stables, des enseignantEs-chercheurEs (EC) n'ayant pas obtenu la qualification nationale délivrée par le CNU. Présenté comme une expérimentation, il s'agit en

fait d'une étape supplémentaire vers la fin du statut national de fonctionnaire des EC. Alors que ces dernierEs sont déjà recrutés directement par les universités, et non pas sur concours national comme dans le secondaire, l'éviction du rôle du CNU dans les recrutements ouvre la voie aux exigences locales et à la transformation des EC en salariéEs d'une et une seule université, sur le modèle néolibéral.

Si c'est l'Assemblée nationale qui statuera sur le devenir de ces amendements, le soutien affiché de Frédérique Vidal aux dispositions prises par le Sénat ainsi que les récents propos de Jean-Michel Blanquer annoncent la couleur. Alors que la LPR enfonce un coin de plus dans un système universitaire déjà asphyxié, il va falloir urgemment reprendre la bataille !  
**Maude Vadot et Valentin Pantin**

**Chili 1970-1973**

# De l'Unité populaire au putsch de Pinochet

Il y a 50 ans, le 3 novembre 1970, Salvador Allende devient président du Chili. Jusqu'en septembre 1973, il mène l'expérience de l'Unité populaire (UP), dont le renversement marquera l'échec d'une tentative d'arriver au socialisme par une voie légale. Le coup d'État du 11 septembre 1973 et la violente répression qui s'en suit – plus de 3200 mortEs et « disparuEs », autour de 38000 torturéEs et des centaines de milliers d'exiléEs – place à la tête du pays le général Pinochet et permet à l'impérialisme nord-américain de remettre la main sur l'économie du pays. Cela se traduit, les années qui suivent, par une succession de politiques anti-ouvrières et la répression de toute tentative de résistance. Censure de tous les partis politiques, baisse de 40 % du pouvoir d'achat, expulsion de 40 % du corps enseignant, 300 000 licenciements dans les 12 premiers mois... Le Chili devient le laboratoire de la politique internationale des États-Unis pour les années à venir.

Le 4 septembre 1970, Salvador Allende, à la tête de l'UP, coalition réunissant le PS et le PC, remporte l'élection présidentielle chilienne avec quelques dizaines de milliers de voix de plus que le candidat de droite Alessandri. Il est le candidat de la « voie chilienne au socialisme », résonnant avec les aspirations des travailleurEs chiliens souhaitant en finir avec une société dont ils et elles ne voient jamais les avantages dans leurs conditions de vie et de travail.

Malgré les aspirations des masses, ce gouvernement UP propose avant tout une perspective, bien que risquée, de développement capitaliste à la bourgeoisie nationale. Celle-ci est alors prise en étau entre l'impérialisme nord-américain confortablement installé – notamment dans le secteur bancaire et du cuivre – et les masses populaires de son propre pays. Une voie risquée car chaque encoche dans le vieil ordre social chilien est une brèche dans laquelle les masses populaires du Chili ne vont pas manquer pas de s'engouffrer.

## Première tentative

En 1964, la Démocratie chrétienne (DC), le gros parti du centre, arrive au pouvoir sur un programme de « révolution dans la liberté ». Sous le contrôle de l'État, il s'agit d'arracher aux intérêts US alors omnipotents quelques parcelles de leur influence pour favoriser la croissance d'une bourgeoisie chilienne un peu moins aux crochets des États-Unis, un peu plus « maîtresse en son logis ». Les mines de cuivre, qui représentent alors 80 % des exportations du Chili, son visa d'entrée pour le marché mondial, sont aux mains de gros trusts US, l'Anaconda et la Kennecott. Eduardo Frei, le président DC, propose la « chilénisation » du cuivre – comprendre : sa nationalisation – pour que les profits de son exploitation ne partent pas aux États-Unis mais soient réinvestis sur place. La « révolution dans la liberté » comporte d'autres mesures, typique des programmes bourgeois radicaux : réforme agraire timorée, moyens pour l'éducation, libertés démocratiques notamment syndicales. À la ville, les grèves commencent à battre leur plein, les partis de gauche et d'extrême gauche recrutent. À la campagne, les paysanEs, déçus de la timidité de la réforme agraire, se décident à occuper des terres. La police de Frei se charge d'expliquer par la matraque que la « révolution dans la liberté » se passe de l'intervention des masses.

## La gauche arrive au pouvoir

Les élections de 1970 se déroulent dans un contexte agité. Les travailleurEs sont mobilisés et



WIKIMEDIA COMMONS

portent une attention particulière à ces élections. Et c'est dans l'UP que leurs aspirations vont se retrouver. 15000 comités de l'Unité populaire (CUP) vont être mis en place avant les élections pour préparer la campagne. Ils disparaissent aux lendemains de l'élection, faute de perspectives données par les militantEs de l'UP en leur sein.

Allende arrive en tête sans obtenir la majorité : selon la Constitution chilienne, c'est au Parlement de décider. La « révolution dans la liberté » de Frei et la chilénisation du cuivre trouvaient un écho dans la perspective de révolution par étapes de l'UP, qui permettait de mettre son crédit parmi les masses au service d'un développement bourgeois national. Les poids et l'expérience de la grosse centrale syndicale du pays, la CUT, vont être mis à contribution. Devant ces assurances, les parlementaires DC accordent à Allende un mandat présidentiel. Un « statut des garanties » vient sceller ce pacte UP-DC, assurant que la gauche ne touchera pas à l'appareil d'État : inamovibilité des fonctionnaires, interdiction pour des organes de base de la population d'« exercer des pouvoirs appartenant aux autorités politiques ».

L'élection d'Allende est à l'intersection d'un objectif de développement bourgeois national et d'une montée ouvrière, menaçant, avec l'impérialisme américain, la bourgeoisie chilienne elle-même.

## Premières mesures radicales

Pour les travailleurEs chiliens, le gouvernement de l'Unité populaire est le leur, Allende, le « camarade Président ». Les attentes sont grandes, et les premières mesures ne doivent pas trahir. La première année, 200 000 emplois sont créés, le chômage diminue, les salaires sont augmentés entre 35 % pour

les employéEs et 100 % pour les ouvrierEs et les paysanEs. La nationalisation du cuivre promise dans le programme d'Allende, digne suite de la « chilénisation » de Frei, se fait sans indemnités mais l'État reprend les dettes de la Kennecott, pour la somme de 700 millions de dollars. L'UP prévoit la constitution d'un important secteur public regroupant « toutes les activités en général qui conditionnent le développement économique et social du pays » tout en précisant que « les entreprises du secteur privé seront majoritaires en nombre » et que si nationalisation il doit avoir, ce sera en indemnisant les anciens propriétaires. Cette politique de nationalisation concernera avant tout les secteurs stratégiques pour le développement national : cuivre, charbon, sidérurgie, secteur bancaire... Les nationalisations ont une certaine popularité auprès des travailleurEs et des grèves pour les réaliser ont lieu dans des entreprises non prévues à la base par le programme de l'UP. Les travailleurEs qui occupent l'usine exigent son intégration à l'aire de la propriété sociale, le secteur public. Parfois, c'est le patron qui demande l'intervention de l'État pour débloquer la situation. Les fonctionnaires nommés à la tête de ces entreprises publiques vont tenter de limiter l'intervention des ouvrierEs dans leurs affaires.

## Le fossé se creuse

En 1972, le prix du cuivre chute et cela pèse sur l'économie nationale. Le blocage des prix décidé par le gouvernement nourrit le marché noir et le mécontentement. La planche à billets pour financer les nationalisations provoque la hausse des prix. Devant le mouvement des masses, un gouvernement UP est bien trop risqué pour

la bourgeoisie chilienne. Les petits-bourgeois, eux, s'impatientent de voir les résultats de la politique promise par Allende, mais, déçus par l'inflation et les difficultés d'approvisionnement, ils commencent à retourner vers leurs premières amours, la droite voire l'extrême droite. Dès décembre 1971 ont lieu les premières manifestations de « casseroles vides » où des dizaines de milliers de femmes de la petite-bourgeoisie descendent dans la rue contre le gouvernement. Cette colère des couches moyennes de la société, orientée par l'impérialisme US en lien avec la grande bourgeoisie chilienne contre l'UP, ne va cesser de s'approfondir, comme continuent de se développer les grèves ouvrières. Les deux camps se font face lors de grandes manifestations dans les rues du Chili.

Le fossé se creuse entre les classes mais l'UP continue d'en appeler à la conciliation, à l'unité nationale. Au Parlement, la DC fait obstruction aux projets venant de gauche, mais le PC pousse pour négocier avec elle. La bourgeoisie montre les crocs – l'impérialisme US lui a limé les canines – mais l'UP appelle les travailleurEs à ne pas menacer l'ordre social en place. Face au tourbillon de la lutte des classes, Allende s'en remet à l'armée. En trois ans, quatre états d'urgence seront déclarés par le gouvernement, dont deux en 1971.

## « Qui a du fer a du pain »<sup>1</sup>

L'offensive de la bourgeoisie, larvée au cours de l'année 1972, éclate au mois d'octobre. L'échec d'une tentative de conciliation entre l'UP et la DC pour déverrouiller le Parlement laisse le champ libre à un mouvement patronal pour la démission d'Allende. Les bandes fascistes de Patrie et Liberté sabotent les voies ferrées et les syndicats

de camionneurs bloquent les routes – ce qui au Chili, pays longiligne du Nord au Sud, revient à paralyser l'économie. Les petits commerçants retiennent les marchandises pour le marché noir. La petite-bourgeoisie mécontente fait sa « grève » sous l'œil bienveillant des officines US et des grosses fortunes du pays.

La réaction ouvrière est immédiate. Dans les quartiers, pour contrer les problèmes d'approvisionnement, se créent les JAP, les comités de ravitaillement et des prix, qui fournissent aux familles populaires les denrées de base. Dans les usines, les grèves par occupation répondent aux lock-out. C'est en octobre 1972 qu'émergent la plupart des « cordons industriels », des coordinations de travailleurEs d'une même zone industrielle, souvent composées sur la base du volontariat, plus rarement constituées par des élections directes de travailleurEs. Mise en liaison entre les entreprises, défense des occupations, parfois redémarrage de la production : le contenu des cordons en fait de véritables embryons d'un pouvoir ouvrier. La réaction ouvrière a mis fin à la tentative bourgeoise et a sauvé la peau du gouvernement. Les chefs de l'UP, alors que le gouffre entre les classes devient béant, maintiennent leur orientation conciliatrice. Dans les faits, ils s'opposent aux organes ouvriers et s'en remettent à l'armée. Trois militaires rentrent au gouvernement et une loi est votée, permettant à l'armée de perquisitionner n'importe qui pour récupérer des armes détournées illégalement. Elle en fera un large usage pour désarmer le prolétariat avant le coup d'État de septembre 1973.

La bourgeoisie tente une dernière fois, aux élections législatives de mars 1973, d'en finir légalement avec l'UP. À son grand regret, c'est la gauche qui gagne, avec 44 % des voix. Devant le danger bourgeois, les travailleurEs ont fait bloc. Et si leur suffrage se porte sur Allende, il n'a pas forcément valeur d'adhésion.

## Vers le putsch

Pour la bourgeoisie chilienne, la défaite de mars ne laisse qu'une possibilité : le putsch, la botte des militaires pour écraser le mouvement de masse. En quelques mois, le haut commandement échafaude le projet et met au pas les secteurs de l'armée qui pourraient y être opposés. Pour la classe ouvrière, c'est l'ultime moment pour prendre l'initiative et déjouer la catastrophe avant qu'elle n'arrive. Le gouvernement, averti de toute part du danger imminent, s'y refuse. « Non à la guerre civile ! » disent les chefs de l'UP en dissuadant les travailleurEs de s'armer, et pendant ce temps les militaires la préparent en faisant reluire les mitraillettes. Laissez à eux-mêmes par ceux qui étaient leurs dirigeants, les travailleurEs préparent leur défense comme ils et elles le peuvent. Les armes comme la coordination d'ensemble, tout manque.

Le coup d'État du général Pinochet est préparé à l'avance et prévisible. La politique de la DC, organiser la petite-bourgeoisie contre l'UP, permet de menacer le gouvernement lorsque le recours légal ne suffit pas. Et l'impérialisme US cherche à remettre de l'ordre dans le pays, car point de profits sans stabilité. Dès l'élection d'Allende en 1970, le ton avait été donné par le directeur de la CIA à ses équipes sur place au Chili : « Nous souhaitons que vous souteniez une action militaire qui aura lieu dès que nous pourrons ».

Face à une réelle offensive réactionnaire, l'Unité populaire a fait le choix de ne jamais lâcher sa voie légaliste, dans un contexte où existaient pourtant, en germe, les bases d'un nouveau pouvoir à travers les organes que créaient la classe ouvrière, notamment les cordons industriels. Le 11 septembre 1973, les forces prolétariennes opposent une résistance aux troupes putschistes. Elles ne front malheureusement pas le poids.

**Mathilda Nallot et Bastien Thomas**

<sup>1</sup> – Auguste Blanqui, *Toast de Londres*, 1851



WIKIMEDIA COMMONS

Roman graphique

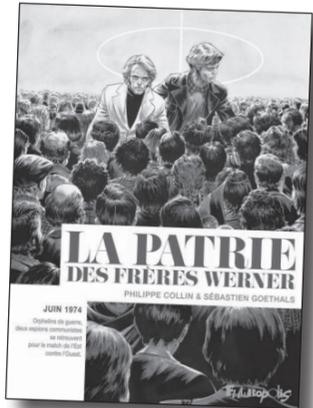
# La Patrie des frères Werner

Scénario de Philippe Colin, dessin de Sébastien Goethals. Éditions Futuropolis, 152 pages, 23 euros.

**M**ai 1945. Dans les ruines de Berlin, deux « Wolfskinder », orphelins juifs, assistent apeurés à la victoire soviétique. Recueillis par une famille fuyant à Leipzig, Konrad et Andreas Werner vont devenir citoyens est-allemands. C'est la marche de l'histoire. En juin 1953, éclate une première révolte populaire. Andreas est cloué au lit et Konrad cherche désespérément des médicaments dans une pharmacie éventrée par les chars russes. Il est arrêté par un colonel de ce qui allait devenir très rapidement la Stasi. En juin 1956, les deux frères ont rejoint les rangs de la Stasi pour échapper au camp de rééducation. Ils seront les fils de l'Est. Après quelques faits d'armes, ils seront séparés en avril 1962. Konrad est envoyé en RFA et Andreas va infiltrer la fédération est-allemande d'athlétisme.

**Un récit historique palpitant**

De 1945 à 1974, le récit nous plonge surtout dans la réalité de l'Allemagne de l'Est. Suite au désastre connu pendant la Seconde Guerre mondiale (père et mère exterminés dans les camps de Buchenwald pour le père



et Ravensbrück pour la mère) et à leur errance d'enfants-loups dans les ruines, les deux frères ont bien juré de jamais se séparer. De leur recrutement par la Stasi en 1953 jusqu'en 1962, ils se forment puis opèrent ensemble sous les ordres du colonel Gronau. Au fil du temps, ils portent un regard différent sur la « patrie » et sur leur vie. Le premier clash surviendra en décembre 1961 à Rostock où les deux frères sont envoyés pour repérer et arrêter un ancien dirigeant SS du camp de Ravensbrück. Les ordres sont de

le ramener vivant mais lorsque le nazi cherche à fuir, Andréas l'abat. Il est mis à l'isolement en prison spéciale et à sa sortie déclare : « Prendre trois mois d'isolement pour avoir descendu un ancien SS c'est difficile à avaler. Surtout pour un juif ». Les deux frères vont être séparés. Konrad, plus obéissant, est envoyé en RFA, tandis qu'Andreas devra empêcher les sportifs est-allemands de haut niveau de passer à l'Ouest. Juin 1974. 10<sup>e</sup> coupe du monde de football où un match historique à retentissement mondial va opposer la RFA à la RDA. Pour faire gagner la RDA, Erich Honecker décide d'impliquer les meilleurs agents de la Stasi. Il faut prouver la supériorité du régime socialiste sur le monde capitaliste. Konrad Werner est infiltré depuis des mois dans le staff de l'équipe de la RFA. Andreas Werner est intégré comme kinésithérapeute dans la délégation de RDA. Voilà douze ans que les deux frères ne se sont pas vus. Le choc des deux blocs peut commencer et celui des frères aussi dont les convictions ont évolué différemment. Le résultat du match est connu (1-0 pour la RDA) mais les dessous des deux équipes beaucoup moins. On

ne racontera pas la suite, mais vont se dérouler plusieurs matchs à la fois où l'amour fraternel n'aura pas forcément le beau rôle.

**Un graphisme qui renforce la tension du récit**

Le style de dessin de Goethals est d'ordre réaliste avec une volonté de capter au mieux le naturel des expressions des personnages. Son style peut même relever du mimétisme quand il brosse l'image de Honecker<sup>2</sup> ou des véritables acteurs du match comme l'attaquant Jürgen Sparwasser de la RDA ou le rebelle Paul Breitner de la RFA. La justesse du trait des expressions renforce la tension palpable de la première à la dernière page. Goethals maîtrise son sujet de bout en bout. L'utilisation d'un ton à une seule dominante par planche dans la mise en couleurs renforce encore l'ambiance guerre froide. En bref, une belle page d'histoire dominée par une passionnante tension dramatique et conclue par un dossier historique très documenté de Fabien Archambault, en particulier sur les coups tordus de l'impérialisme et du stalinisme qui ont conduit à la création de la RDA.

**Sylvain Chardon**

1 – On appelait « Wolfskinder » (enfants-loups) les dizaines de milliers d'enfants abandonnés errant dans les ruines pour tenter de survivre.  
2 – Eric Honecker a été dirigeant de la RDA de 1971 à 1989.

Documentaire

# Le feu sacré, d'Éric Guéret

Film français, 1h33 min, sorti le 21 octobre 2020.



**P**arti pour faire un film sur une fermeture d'usine, Éric Guéret a tourné pendant près de deux ans dans une entreprise qui, à ce jour, a réussi à survivre et à sauver les emplois de ceux qui y travaillent : l'aciérie de Saint-Saulve (département du Nord), Ascovall.

**Sinistre ballet des repreneurs**

L'histoire tourmentée commence en 2016-2017 avec la décision de Vallourec de se débarrasser de l'aciérie qui, pourtant, produit des aciers spéciaux d'excellente qualité. Éric Guéret a tourné dans l'usine avec l'accord de la direction et s'est fait accepter de celles et ceux qui y travaillent. Les meilleurs moments du film sont ceux où apparaissent et parlent les ouvriers, fiers de leur métier, de leur savoir-faire et des produits qu'ils fabriquent. Le film décrit bien la façon dont une usine et ses salariéEs peuvent, être au fil des mois et des années, ballottés entre les repreneurs au milieu des discours mensongers de représentants des pouvoirs publics. Tout ceci malgré les efforts des ouvriers pour augmenter la productivité, y compris en renonçant à certains avantages acquis. Le film montre aussi à quel point le combat contre la fermeture est épuisant pour les travailleurEs de l'usine qui se demandent de quoi leur lendemain sera fait. Toutefois, les personnages emblématiques mis en avant dans le film – Xavier Bertrand (le président de région), le directeur de l'entreprise, Olivier le délégué de la CFDT (majoritaire) – constituent un cocktail qui a pu dans ce cas d'espèce jouer un rôle positif mais qui n'est pas transposable ailleurs – de nombreux exemples l'ont montré. On s'étonne de voir Xavier Bertrand, ancien ministre de Sarkozy, tirer à boulets rouges sur la collusion entre la haute-administration et Vallourec. Et il y a lieu de s'interroger sur les motivations de la miraculeuse conversion du ministère de l'Économie (Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher) en faveur de la survie de l'entreprise. Après que le film a été terminé, le feuilleton des repreneurs a continué jusqu'en août de cette année avec la reprise par l'entreprise britannique Liberty Steel. Et ce n'est peut-être pas fini... Autant que le récit d'une survie, le film illustre la situation des travailleurEs dans un système capitaliste où ils et elles sont à la merci de repreneurs rapaces.

Henri Wilno

Musique

# Les animaux qui n'existent pas, de Watchdog

1 CD chez Label Pince Oreilles ~ www.label.collectifpinceoreilles.com

**A**vec constance et détermination, la claviériste Anne Quillier et le clarinetiste Pierre Horckmans<sup>1</sup> continuent de tracer ensemble un itinéraire de plus en plus éloigné des balises du jazz, et invitent sur ce troisième album Maud Chapoutier, artiste scénique aux multiples champs d'expression. Celle-ci interprète ses textes comme autant de contes, sans pour autant que la musique soit reléguée à un rôle d'ameublement ou de paraphrase. L'alchimie est remarquable ; tout est subtilement dosé, jusque dans les emballements.

phagocyter l'univers... autant de figures inquiétantes de prime abord mais qui révèlent un désarroi qui les rendrait presque humaines, suscitant la curiosité bienveillante des autres espèces. Nous sommes cependant loin du conte pour enfants lorsque la mélancolie pointe et, au détour de phrases comme « Il est toujours trop tôt pour la dernière fois » ou « Pourquoi y a-t-il tant de cordes et jamais une flèche ? », évoque la difficulté de saisir la vie et ses opportunités fugaces. Le dernier titre « Il y a longtemps que nous marchons », modèle d'osmose



entre texte et musique, clôt ainsi cet album de manière particulièrement poignante.

Dans cette période d'incertitudes et d'aléas – qui plus est pour ces artistes indépendants –, une suppression brutale de subventions met en péril leurs activités. Alors jetons-nous sur leurs disques et les concerts quand il y en aura... afin d'empêcher coûte que coûte que « les animaux qui n'existent pas... n'existent plus », la collaboration entre ces trois-là méritant résolument une suite.

**Benjamin Croizy**

1 – Membres entre autres de Blast.  
Voir l'Anticapitaliste hebdo n°479.

Essai

# Les Trente glorieuses ?, de Fabienne Serbah Le Jeannic

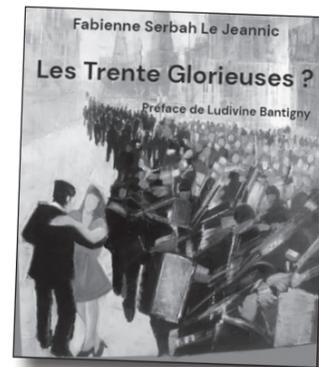
Éditions du Croquant, 176 pages, 12 euros. Préface de Ludvine Bantigny.

**F**abienne Serbah Le Jeannic nous fait visiter les années soixante au travers du regard d'une jeune Bretonne, Hélène, contrainte de quitter son pays d'origine pour travailler comme bonne à tout faire dans une riche famille bourgeoise parisienne. Les relations entre la jeune fille, sa collègue cuisinière, ses patrons et leurs enfants sont décrites avec sensibilité et finesse.

**Face cachée des Trente glorieuses**

Consacrer l'essentiel de sa vie à trimmer pour les autres, essayer leurs réflexions humiliantes, subir les avances d'un chef de famille qui croit pouvoir disposer d'un droit de cuissage sur ses domestiques,

ce fut le sort de dizaines de milliers de femmes au cours de ces années qui n'ont été glorieuses que pour le capitalisme. Leur sort n'était guère plus enviable que celui des ouvriers immigrés qui ne quittaient l'usine que pour de sordides meublés et devaient raser les murs pour échapper aux rafles policières. Hélène va justement rencontrer au bal un de ces prolétaires expatriés et nouer une idylle avec lui. Mais c'est aussi l'époque de la guerre d'Algérie, des tortures et des massacres, Hélène doit supporter les réflexions méprisantes de ses nouvelles amies qui, bien que surexploitées comme elle par des patrons rapaces, considèrent tout de même qu'une fille honnête ne fréquente pas un Arabe. Tout



comme ses parents et le curé de son village breton. Dans ce contexte de racisme exacerbé par la guerre, la vie des couples mixtes n'est pas facile. L'écriture fluide de Fabienne Serbah Le Jeannic nous fait vivre cette aventure sans s'égayer en vaines fioritures. Celles et ceux qui ont vécu cette époque trouble s'y reconnaîtront, les plus jeunes découvriront l'une des faces cachées de ces trente glorieuses. Gérard Deltail

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

